
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 193

(PRIVÉ)

Loi refondant la Charte de
la Cité de Hull

Bill No. 193

(PRIVATE)

An Act to revise the Charter of
the city of Hull


Première lecture

First reading

M. GRATTON

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1 9 7 5



Projet de loi no 193

(PRIVÉ)

Loi refondant la Charte de
la Cité de Hull

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Cité de Hull et nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 52 des lois de 1893, et les lois qui la modifient soient refondues;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Dans la présente loi, on entend par:

a) « cotisation » ou « taxe »: la contribution annuelle prélevée sur la propriété immobilière de la ville;

b) « prix de l'eau »: le prix ou la valeur de l'eau fournie par la ville pour les fins domestiques ou pour la protection contre le feu, tel que fixé par les dispositions de la présente loi ou des règlements adoptés en vertu de celle-ci.

2. La présente loi peut être citée sous le titre « *Charte de la ville de Hull* ».

3. Les habitants et les contribuables du territoire décrit à l'annexe 1 et leurs successeurs continuent de former une corporation sous le nom de « La Ville de Hull ».

4. La ville est représentée et ses affaires sont administrées:

a) par un conseil composé du maire et

Bill No. 193

(PRIVATE)

An Act to revise the Charter of
the city of Hull

WHEREAS it is in the interest of the city of Hull and necessary, for the proper administration of its affairs that its charter, chapter 52 of the statutes of 1893, and the acts amending it be revised;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. In this act,

(a) "assessment" or "tax" means the annual contribution levied on the immoveable property of the city;

(b) "water rate" means the price or value of the water supplied by the city for domestic purposes or for protection against fire, as fixed by this act or by-laws adopted thereunder.

2. This act may be cited as "*The Charter of the city of Hull*".

3. The inhabitants and ratepayers of the territory described in Schedule 1 and their successors shall continue to form a corporation under the name of "The city of Hull".

4. The city shall be represented and its affairs administered:

(a) by a council composed of the mayor

de huit conseillers, dont un pour chacun des quartiers décrits à l'annexe 2;

(b) par un comité exécutif composé du maire comme président et de deux conseillers.

5. Les membres du comité exécutif reçoivent, en plus des sommes prévues à la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), une rémunération de cinq mille dollars par année et une allocation de dépenses de deux mille cinq cents dollars par année.

6. Le président du conseil et le maire suppléant reçoivent respectivement, en plus des sommes prévues à la Loi des cités et villes, une rémunération de deux mille dollars.

7. A sa première séance suivant l'élection générale, le conseil élit un conseiller comme maire suppléant pour les douze mois suivants ou jusqu'à son remplacement; en cette qualité, ce conseiller a la responsabilité, les prérogatives et l'autorité du maire, sauf en ce qui concerne le comité exécutif, lorsque le maire est absent de la ville ou est incapable de remplir les devoirs de sa charge.

Lorsque, pour un motif quelconque, l'élection du maire suppléant n'a pas été faite lors de la première séance suivant l'élection générale, elle peut l'être à une séance subséquente.

8. A la première séance qui suit une élection générale et que préside le greffier, le conseil élit un de ses membres pour exercer la présidence aux séances du conseil.

Pour l'élection du président, le maire a un vote prépondérant, en cas d'égalité des voix.

Immédiatement après le choix du président du conseil, le maire a le droit de nommer les deux conseillers qui font partie du comité exécutif. S'il n'exerce pas ce droit, cette nomination se fait par vote, chaque conseiller devant, sous peine de nullité de son bulletin, voter pour deux conseillers à la charge de membre du comité exécutif.

and eight councillors, one for each ward described in Schedule 2;

(b) by an executive committee composed of the mayor, as chairman, and two councillors.

5. The members of the executive committee shall receive, in addition to the sums provided for in the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), remuneration of five thousand dollars per annum and an expense allowance of two thousand five hundred dollars per annum.

6. The chairman of the council and the deputy mayor shall receive respectively, in addition to the sums provided for in the Cities and Towns Act, remuneration of two thousand dollars.

7. At its first sitting following the general election, the council shall elect a councillor as deputy mayor for the twelve ensuing months or until he is replaced; in that capacity, such councillor shall have the responsibilities, prerogatives and authority of the mayor, except in regard to the executive committee, when the mayor is absent from the city or is unable to perform his duties of office.

If, for any reason the deputy mayor is not elected at the first sitting following the general election, he may be elected at a subsequent meeting.

8. At the first sitting following a general election, the clerk presiding, the council shall elect one of its members to chair the sittings of the council.

If the vote for the election of the chairman is tied, the mayor shall have a casting vote.

Immediately after the election of the chairman of the council, the mayor may appoint two councillors to the executive committee. If he does not exercise such right, they shall be appointed by vote; each councillor must, under pain of nullity of his ballot, vote for two councillors as members of the executive committee.

Le bulletin est une liste imprimée par les soins du greffier et signée de ses initiales, sur lequel sont inscrits, par ordre alphabétique, les noms des conseillers.

Pour voter, chaque conseiller reçoit ce bulletin du greffier qui a rayé le nom du président. Le conseiller se retire à l'intérieur d'un isoloir et y fait dans un carré imprimé à cette fin une croix en regard du nom de chaque conseiller pour lequel il vote.

Chaque bulletin doit être signé des initiales du greffier et lui être remis sous enveloppe cachetée. Ces enveloppes ne sont ouvertes qu'au dépouillement du scrutin alors que le vote donné pour chaque conseiller est rendu public; en cas d'égalité de voix entre les conseillers auxquels un vote de plus donnerait le droit d'être proclamés élus, le président du conseil pourra demander un nouveau scrutin ou donner son vote prépondérant.

Tant que le conseil n'a pas élu les membres du comité exécutif, il ne peut ni suspendre ni ajourner sa séance.

Le maire et les membres du comité exécutif ont, au conseil, les mêmes droits que les autres conseillers.

9. Sauf s'il en est prescrit autrement par la présente loi, la majorité des membres présents peut décider toutes les affaires et questions soumises au conseil et un membre du conseil ne peut voter au scrutin secret.

10. Aux assemblées du conseil, le président a voix prépondérante lorsque les votes sont également divisés.

11. Si le président est absent d'une séance du conseil, celui-ci choisit un de ses membres pour présider; le greffier préside jusqu'à ce qu'un président soit choisi.

12. L'article 95 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) est remplacé pour la ville par le suivant:

« **95.** Le trésorier peut placer à intérêts à courte échéance les deniers disponibles provenant du fonds d'administration bud-

The ballot, prepared and initialed by the clerk, shall be a printed, alphabetical list of the names of the councillors.

For the vote, the clerk shall give each councillor such ballot after striking out the name of the chairman. The councillor shall retire to a booth and mark a cross in the square printed for that purpose opposite the name of each councillor for whom he votes.

Each of the ballots must be initialed by the clerk and remitted to him in a sealed envelope. Such envelopes shall be opened only at the counting of the votes where the vote for each councillor shall be made public; if a single additional vote would entitle a councillor in a tie-vote to be declared elected, the chairman of the council may either request a new poll or give a casting vote.

The council shall not suspend or adjourn the sitting until the members of the executive committee are elected.

The mayor and the members of the executive committee have the same rights in the council as the other councillors.

9. Except as otherwise prescribed in this act, the majority of the members present may decide all matters and questions submitted to council; a member of the council shall not give a secret vote.

10. At the meetings of the council, the chairman shall have a casting vote when voting is evenly divided.

11. If the chairman is absent from a sitting of the council, it shall select one of its members to preside; the clerk shall preside until a chairman is selected.

12. Section 95 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) is replaced for the city by the following:

“ **95.** The treasurer may invest, at short term interest, available moneys from the budget administration fund and from the

gétaire et du fonds du capital et d'emprunt de la ville dans des bons directs ou garantis du gouvernement du Canada ou du gouvernement du Québec ou dans des certificats de dépôt émis par une banque à charte ou une caisse d'épargne et de crédit. ».

13. Les articles 350 à 354 de ladite loi sont remplacés pour la ville par le suivant:

« **350.** Le maire peut chaque fois qu'il le juge opportun ou nécessaire convoquer une ou des assemblées spéciales du conseil.

Deux conseillers peuvent aussi faire convoquer une assemblée spéciale du conseil; dans ce cas, ils s'adressent au maire et lui demandent de convoquer cette assemblée et, en l'absence du maire ou sur son refus d'agir, ils convoquent eux-mêmes cette assemblée, en exposant par écrit au greffier leur but, en convoquant cette assemblée et en fixant le jour de la tenue de cette assemblée.

Le greffier, en recevant cet avis, convoque une assemblée spéciale du conseil en donnant un avis écrit à chacun des conseillers.

Cet avis doit mentionner les sujets qui doivent être pris en considération à cette assemblée spéciale et lors de cette assemblée le conseil n'a pas le droit de prendre en considération d'autres sujets que ceux mentionnés dans l'avis.

Cet avis est d'au moins vingt-quatre heures. ».

14. Le conseil peut siéger à huis clos lorsqu'il s'agit de discuter la conduite de certains de ses membres ou pour quelque autre matière d'intérêt privé.

15. Le conseil a autorité pour:

a) adopter les budgets et voter les crédits nécessaires à l'administration de la ville, soumis par le comité exécutif, avec droit de les modifier dans les délais impartis;

b) consentir les contrats de la ville dans les cas où le comité exécutif ne peut le faire;

capital and loan fund of the city, in bonds of or secured by the government of Canada or the government of Québec or in deposit certificates issued by a chartered bank or a savings and credit union."

13. Sections 350 to 354 of the said act are replaced for the city by the following:

"**350.** The mayor, whenever he deems it expedient or necessary, may call one or more special meetings of the council.

Two councillors may also cause a special meeting of the council to be called; in such a case, they shall request the mayor to call the meeting or, if he is absent or refuses to act, they shall call it themselves by written intimation of their object to the clerk, fixing the day for the meeting.

On receiving the notice, the clerk shall call a special meeting of the council by giving a written notice to each of the councillors.

Such notice must contain the agenda for the special meeting and at the meeting the council shall not consider any matter not on the agenda given in the notice.

Such notice shall be of at least twenty-four hours."

14. The council may sit in camera when discussing the conduct of certain of its members or any other matter of private interest.

15. The council may

(a) adopt the budgets and vote the appropriations necessary for the administration of the city, submitted by the executive committee, and may change them within the given delays;

(b) award contracts of the city in cases where the executive committee cannot do so;

c) adopter les règlements décrétant les travaux considérés comme dépenses capitales et autoriser les emprunts ou imposer les taxes pour les payer ou ordonner qu'ils soient payés à même les fonds généraux non encore affectés;

d) adopter les règlements de la ville concernant toute matière qu'elle a droit de réglementer;

e) créer par règlement les différents services de la ville et établir le champ de leurs activités;

f) se prononcer sur tout rapport que le comité exécutif lui soumet;

g) demander au comité exécutif des rapports sur toute matière concernant l'administration de la ville;

h) approuver le plan de classification des fonctions, les échelles de salaires s'y rapportant et leurs allocations, sur rapport du comité exécutif;

i) déléguer au comité exécutif, par règlement, tous les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi à l'exception de ceux qui lui sont accordés par le présent article;

j) adopter tous règlements n'ayant aucune incidence monétaire sans qu'il soit nécessaire que ces règlements viennent du comité exécutif.

16. Le conseil nomme, conformément au paragraphe 23 de l'article 17, le greffier, le trésorier et les autres chefs de services et leurs adjoints.

17. 1. Le maire est le président du comité exécutif; il nomme, à la première assemblée du comité exécutif, l'un des membres président intérimaire; celui-ci doit exercer en son absence ou en cas de vacance dans cette charge tous les devoirs du président.

Le quorum du comité exécutif est de deux et le président a un vote prépondérant en cas d'égalité des voix.

2. Le comité siège à huis clos sauf s'il estime que, dans l'intérêt de la ville, ses délibérations doivent avoir lieu publiquement.

(c) make by-laws ordering works considered capital expenditures and authorize loans or impose taxes to pay for them or order them paid out of the unallotted general funds;

(d) make the by-laws of the city on any matter the city may regulate;

(e) create by by-law the different departments of the city and determine the scope of their activities;

(f) give its opinion on any report submitted to it by the executive committee;

(g) request reports from the executive committee on any matter respecting the administration of the city;

(h) approve the job-classification plan and the scales of related wages and allowances upon report of the executive committee;

(i) delegate to the executive committee, by by-law, all the powers vested in it by law with the exception of those vested in it by this section;

(j) pass all by-laws having no monetary incidence without it being necessary that such by-laws come from the executive committee.

16. The council shall, in accordance with subsection 23 of section 17, appoint the clerk, the treasurer and the other heads of departments and their assistants.

17. (1) The mayor shall be the chairman of the executive committee; at the first meeting of the executive committee, he shall appoint one of the members as temporary chairman, who must, when the mayor is absent or the office is vacant, exercise all the duties of the chairman.

Two members shall be a quorum of the executive committee, and the chairman has a casting vote in case of a tie-vote.

(2) The committee shall sit in camera except if it considers that, in the interest of the city, its proceedings must be held in public.

3. Le greffier de la ville et, en son absence, l'assistant-greffier, est le secrétaire du comité.

4. Toute vacance dans le comité est remplie par le maire dans les huit jours de cette vacance. Pendant cette vacance, les membres restants, s'ils forment quorum, peuvent agir.

5. La démission d'un membre du comité a effet à compter du jour où elle est remise au greffier.

6. Le comité exerce les fonctions exécutives du gouvernement de la ville, qui sont principalement les suivantes:

a) faire rapport au conseil de toute matière de la juridiction du conseil et que ce dernier lui a soumise, sauf prescription contraire. Si la résolution du conseil a été adoptée par cinq des membres présents du conseil, le comité doit lui faire rapport dans les trente jours de l'adoption de la résolution;

b) faire part au conseil de ses décisions et suggestions, au moyen de rapports signés par son président.

7. Le comité prépare et soumet au conseil:

a) tous les règlements;

b) le budget annuel des revenus et des dépenses au plus tard le 15 novembre de chaque année, y compris les règlements imposant les taxes, licences, permis ou autres redevances municipales;

c) toute demande pour l'affectation du produit des emprunts ou pour tout autre crédit requis;

d) toute demande pour virement de fonds ou de crédits déjà votés;

e) tout rapport recommandant l'octroi de franchises et privilèges;

f) tout rapport se rapportant à l'échange ou la location par bail emphytéotique d'un immeuble appartenant à la ville et, en outre, à la location de ses biens meubles ou immeubles, lorsque la durée du bail excède un an;

g) toute autre demande dont l'objet n'est pas déclaré être de la juridiction exclusive du comité;

(3) The city clerk or, in his absence, the assistant clerk, is the secretary of the committee.

(4) Any vacancy on the committee shall be filled by the mayor within eight days of such vacancy. During such vacancy, the remaining members, if a quorum, may act.

(5) The resignation of a member of the committee is effective from the day it is remitted to the clerk.

(6) The committee shall exercise the executive functions of government of the city, which are mainly the following:

(a) report to the council on any matter of the jurisdiction of the council and submitted to it by the latter, unless otherwise prescribed. If the resolution of the council has been adopted by five of the members present of the council, the committee must report to it within thirty days of the adoption of the resolution;

(b) inform the council of its decisions and suggestions, by reports signed by its chairman.

(7) The committee shall prepare and submit to the council:

(a) all by-laws;

(b) the annual budget of revenues and expenditures not later than 15 November each year, including the by-laws imposing taxes, licences, permits or other municipal dues;

(c) any demand for the allocation of the proceeds of loans or for any other appropriation required;

(d) any demand for transfer of funds or appropriations already voted;

(e) any report recommending the granting of franchises and privileges;

(f) any report respecting the exchange or leasing by emphyteutic lease of an immovable belonging to the city and, in addition, the leasing of its moveable or immovable property, where the term of the lease exceeds one year;

(g) any other demand the object of which is not declared to be of the exclusive jurisdiction of the committee;

h) tout plan de classification des fonctions et des traitements qui s'y rattachent.

8. Toute demande, règlement ou rapport soumis par le comité doit, sauf prescription contraire, être approuvé, rejeté, amendé ou retourné par le vote de la majorité des membres du conseil présents à la séance; cependant toute demande, règlement ou rapport sur lequel le conseil ne s'est pas prononcé pendant deux séances consécutives est considéré comme approuvé et accepté par le conseil; néanmoins, le comité peut à nouveau soumettre au conseil avec ou sans amendement un rapport déjà rejeté par ce dernier.

9. Après avoir tenu compte des prévisions de revenus de la ville et après avoir étudié les prévisions des dépenses soumises par les chefs de services ainsi que leurs rapports et suggestions tels que présentés par le gérant, le comité prépare et adopte le budget pour l'exercice financier suivant; il doit aussi préparer et adopter les règlements et les résolutions imposant les taxes, permis et licences pour payer les dépenses, compte tenu de tous les autres revenus de la ville.

10. Si le conseil n'adopte pas, à son tour, avant le 15 décembre de chaque année, le budget, les règlements et les résolutions qui s'y rapportent, soumis par le comité, deviennent automatiquement en vigueur à compter du 1^{er} janvier, nonobstant toute disposition contraire de la présente loi.

11. Sauf prescription contraire, les crédits votés par le conseil, soit par voie de budget, soit à même le produit des emprunts, soit autrement, restent à la disposition du comité qui veille à leur emploi pour les fins auxquelles ils ont été votés, sans autre approbation du conseil.

12. Sauf prescription contraire, le comité fixe les salaires des employés de la ville, à l'exception de ceux qui relèvent exclusivement du conseil. L'augmentation du nombre des employés de la ville dans tout service doit aussi être autorisée par le comité exécutif, pourvu que celui-ci ait à sa disposition les crédits nécessaires.

(h) any job classification plan and the salaries relating thereto.

(8) Any demand, by-law or report submitted by the committee shall, unless otherwise prescribed, be approved, rejected, amended or returned by the vote of the majority of the members of the council present at the sitting; however, any demand, by-law or report on which the council has not decided for two consecutive sittings is considered approved and accepted by the council; nevertheless, the committee may again submit to the council with or without amendment a report already rejected by the latter.

(9) After having taken account of the estimates of revenues of the city and after having studied the estimates of expenditures submitted by the heads of departments and their reports and suggestions as presented by the manager, the committee shall prepare and adopt the budget for the next fiscal year; it must also prepare and adopt the by-laws and resolutions imposing taxes, permits and licences for payment of expenditures, taking into account all the other revenues of the city.

(10) If the council does not in turn adopt the budget, before 15 December each year, the by-laws and the resolutions relating thereto, submitted by committee, shall automatically come into force from 1 January, notwithstanding any contrary provision of this act.

(11) Unless otherwise prescribed, the appropriations voted by the council, by way of the budget, out of the proceeds of loans, or otherwise, shall remain at the disposal of the committee which shall see to their employment for the purposes for which they have been voted, without any other approval by the council.

(12) Unless otherwise prescribed, the committee shall fix the wages of the city employees except those attached exclusively to the council. Any increase in the number of city employees in any department must also be authorized by the executive committee, provided the committee has the necessary appropriations available.

13. Le comité peut consentir, sans l'autorisation du conseil et sans soumission, tout contrat dont le montant n'excède pas cinq mille dollars; il doit soumettre au conseil pour approbation tous les contrats excédant ce montant. Toutefois, il peut, après avoir demandé et reçu des soumissions et sans l'autorisation du conseil, consentir seul tout contrat dont le montant n'excède pas celui mis à sa disposition pour cette fin.

14. Sauf les cas d'urgence, le comité doit demander des soumissions dans tous les cas où la dépense à encourir excède cinq mille dollars, à moins d'en être dispensé par le conseil à la suite d'une recommandation du gérant et d'un rapport du comité exécutif; sauf dans ce cas de dispense, le comité ne peut consentir le contrat sans l'autorisation du conseil. Cependant le conseil peut, par règlement, permettre au comité d'autoriser, sans soumissions, des dépenses n'excédant pas dix mille dollars.

15. Dans les cas d'urgence, le comité, à la requête écrite du gérant, a le droit de faire toutes dépenses qu'il juge nécessaire; le comité doit alors faire un rapport motivé au conseil à la première assemblée qui suit.

16. Tous les contrats doivent être signés au nom de la ville par le président du comité et par le greffier. Le président du comité peut cependant autoriser, généralement ou spécialement, par écrit, un autre membre du comité à signer les contrats à sa place.

17. Le comité peut, sans le consentement du conseil, faire exécuter des travaux en régie dont le coût n'excède pas dix mille dollars; cependant, le conseil peut autoriser le comité à faire exécuter en régie des travaux déterminés de toute nature et dont le coût excède dix mille dollars.

18. Le comité doit veiller à ce que la loi, les règlements, les résolutions et les contrats de la ville soient fidèlement observés.

(13) The committee, without the authorization of the council and without tenders, may award any contract not amounting to over five thousand dollars; it must submit to the council for approval all contracts exceeding such amount. However, after calling for and receiving tenders and without the authorization of the council, it may award alone any contract not amounting to more than the amount placed at its disposal for such purpose.

(14) Except in case of urgency, the committee must call for tenders in all cases where the expenditure to be incurred exceeds five thousand dollars, unless dispensed therefrom by council following a recommendation of the manager and a report of the executive committee; except in such case of dispensation, the committee shall not award the contract without the authorization of the council. However, the council may, by by-law, allow the committee to authorize, without tenders, expenditures not exceeding ten thousand dollars.

(15) In case of urgency, the committee, on a written request of the manager, may make any expenditures it deems necessary; the committee shall then make a report stating the reasons therefor to the council at the first meeting thereafter.

(16) All contracts must be signed in the name of the city by the chairman of the committee and by the clerk. The chairman of the committee may, however, in writing, generally or specially, authorize another member of the committee to sign the contracts in his place.

(17) The committee may, without the consent of the council, cause to be carried out by day labour work the cost of which does not exceed ten thousand dollars; however, the council may authorize the committee to cause to be carried out by day labour specified work of any nature the cost of which exceeds ten thousand dollars.

(18) The committee shall see that the law, and the by-laws, resolutions and contracts of the city are faithfully observed.

19. Le comité veille à la préparation des plans et devis et à la demande de soumissions.

20. Le comité autorise le paiement de toutes les sommes dues par la ville en observant les formalités, restrictions et conditions prescrites par la présente loi.

21. Toute communication entre le conseil et les services se fait par l'entremise du comité; dans ses rapports avec celui-ci, le conseil doit toujours agir par résolution. Les membres du conseil ne doivent s'adresser qu'au gérant pour tout renseignement concernant les services.

22. Toute communication entre le comité et les services se fait par l'entremise du gérant; cependant, le comité a le droit, en tout temps, de faire venir devant lui tout chef de service pour obtenir les renseignements qu'il désire.

23. Les chefs de services et leurs adjoints, sauf le gérant et son adjoint, sont nommés par le conseil sur rapport du comité. Ce rapport ne peut être amendé par le conseil. Il ne peut être rejeté qu'à la majorité de tous les membres du conseil. Sur rapport du comité exécutif, le conseil peut, par le vote de cinq de ses membres, suspendre ces officiers, diminuer leur traitement ou les destituer.

Ces officiers peuvent, dans les huit jours du délai de reconsidération de la décision, interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale du Québec qui décide en dernier ressort après enquête.

Il nomme aussi, sur rapport du comité, les autres officiers ou employés permanents, les membres du service de la police, ceux du service de la protection contre l'incendie et les employés réguliers des services extérieurs.

Les employés occasionnels ou surnuméraires sont nommés par le comité.

24. Les chefs de services, sauf prescription contraire de la présente loi, répondent de l'administration de leurs services respectifs en premier lieu au gérant et en dernier ressort au comité. A la demande du comité, ils doivent lui faire parvenir des rapports écrits ainsi que leur avis

(19) The committee shall see to the preparation of plans and specifications and to the calling for tenders.

(20) The committee shall authorize the payment of all sums due by the city, observing the formalities, restrictions and conditions prescribed by this act.

(21) Every communication between the council and departments shall be through the committee; in its relations with the committee, the council shall always act by resolution. The members of the council shall only address the manager for any information respecting the departments.

(22) Every communication between the committee and the departments shall be through the manager; however, the committee may, at any time, call before it any head of a department to obtain the information it desires.

(23) The heads of departments and their assistants, except the manager and his assistant, shall be appointed by the council on report of the committee. Such report shall not be altered by the council. It may be rejected only by the majority of all the members of the council. On report of the executive committee, the council may, by the vote of five of its members, suspend such officers, reduce their salary or dismiss them.

Such officers may, within the eight days of the delay for reconsideration of the decision, appeal from such decision to the Québec Municipal Commission which shall decide finally after investigation.

It shall also appoint, upon report of the committee, the other officers or permanent employees, the members of the police department, and of the fire department and the regular employees of the outside departments.

Casual or supernumerary employees shall be appointed by the committee.

(24) The heads of departments, unless otherwise prescribed in this act, shall answer for the administration of their respective departments, first to the manager and finally to the committee. At the request of the committee, they must send it written reports and their opinion in writing on any

écrit sur toute question touchant leurs services.

18. L'article 385 de la Loi des cités et villes est remplacé pour la ville par le suivant:

« **385.** Le comité exécutif a le droit de suspendre la délivrance de tout permis non conforme à un projet d'amendement à des règlements ou à un projet de règlement de zonage ou de construction, et ce, pour la période comprise entre la date de la résolution du comité exécutif suspendant la délivrance du permis et la date de la décision du conseil sur ce nouveau règlement, cette période ne devant en aucun cas excéder cent vingt jours. ».

19. Un organisme, désigné sous le nom de « Office du personnel » et composé du gérant, du directeur du personnel de la ville et du chef du service intéressé dans le cas soumis, a pour fonction de recommander au comité exécutif l'engagement, la promotion, la permutation, la diminution de grade, la suspension et la destitution des employés de la ville, y compris les estimateurs à l'exception toutefois du gérant, des chefs de service et de leurs adjoints.

20. L'original des règlements soumis à l'approbation des électeurs municipaux, lorsqu'ils ont été approuvés, doit être accompagné d'un certificat sous la signature du maire ou de la personne qui a présidé l'assemblée des électeurs et du greffier attestant que le règlement a reçu l'approbation requise et ce certificat fait partie de ce règlement.

21. Le trésorier ne fait aucun paiement à même les revenus ou les fonds de la ville, autrement que sur l'ordre du comité exécutif, lequel lui est communiqué par le greffier; la production, par le trésorier, de cet ordre dûment acquitté, est une preuve *prima facie* que le montant y mentionné a été payé.

22. Le conseil nomme le gérant et détermine son traitement, ainsi que les conditions et les modalités de son engage-

ment concerning their departments.

18. Section 385 of the Cities and Towns Act is replaced for the city by the following:

“ **385.** The executive committee may suspend the issue of any permit not in accordance with a draft amendment to a zoning or building by-law or a draft zoning or building by-law, for the period comprised between the date of the resolution of the executive committee suspending the issue of the permit and the date of the decision of the council on such new by-law; such period must never exceed one hundred and twenty days.”

19. A body called the “Personnel Bureau”, composed of the manager, the personnel director of the city and the head of the department concerned in the case submitted, has the duty of recommending to the executive committee the hiring, promotion, transfer, demotion, suspension or dismissal of the employees of the city, including the assessors, but excepting the manager, the heads of departments and their assistants.

20. The originals of by-laws submitted for approval to the municipal electors, once approved, must be accompanied with a certificate signed by the mayor or the person who presided the meeting of the electors and the clerk attesting that the by-law has received the required approval and such certificate shall form part of such by-law.

21. The treasurer shall make no payment out of the revenues or funds of the city, otherwise than on the order of the executive committee, which shall be communicated to him by the clerk; the production, by the treasurer, of such order duly paid, shall be *prima facie* proof that the amount mentioned therein has been paid.

22. The council shall appoint the manager and determine his salary, and the terms and conditions of his hiring by a vote in

ment par le vote favorable de cinq conseillers présents.

Il est interdit à un ancien membre du conseil d'exercer la fonction de gérant, si ce n'est après l'expiration de deux années qui suivent la fin de son mandat.

Le gérant doit avoir son domicile dans la ville, lors de sa nomination, ou l'y établir dans les six mois de cette nomination. Il doit consacrer tout son temps à l'exercice de sa fonction et il lui est interdit de louer ses services ou de travailler pour qui que ce soit d'autre que la ville.

Seul le conseil a le droit de suspendre le gérant, de diminuer son traitement ou de le destituer par un vote de cinq de ses membres. Le gérant peut, dans les huit jours, interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale du Québec qui décide en dernier ressort après enquête.

Sur la recommandation du gérant, le conseil peut lui nommer un adjoint. Dans les cas d'absence ou d'incapacité du gérant, l'adjoint a les mêmes attributions et les mêmes devoirs. Les dispositions du présent article s'appliquent également à l'adjoint.

23. Le gérant a les attributions et les devoirs qui suivent:

a) administrer les affaires de la ville sous l'autorité du comité exécutif;

b) exercer, à titre de mandataire du comité exécutif, l'autorité sur les chefs de services, à l'exception du greffier et du vérificateur;

c) assurer la liaison entre le comité exécutif et les chefs de services et surveiller le travail des services;

d) transmettre au comité exécutif la correspondance que lui adressent les services de la ville et l'accompagner de ses recommandations;

e) assister aux réunions du comité exécutif et prendre part aux délibérations, sans cependant avoir le droit de vote;

f) verser ses propres conclusions, s'il le juge à propos, au dossier de toute affaire soumise au comité exécutif ou au conseil;

favour by five councillors present.

It is prohibited for a former member of the council to hold the office of manager, before the lapse of two years following the end of his mandate.

The manager must have his domicile in the city, at the time of his appointment, or establish it there within six months of his appointment. He must devote all his time to his duties of office and it is prohibited for him to lease his services or to work for anyone except the city.

The council alone has the right to suspend the manager, reduce his salary or dismiss him by the vote of five of its members. The manager may, within eight days, appeal from such decision to the Québec Municipal Commission, which decides finally after investigation.

Upon the recommendation of the manager, the council may appoint an assistant to him. When the manager is absent or unable to act the assistant has the same powers and duties. The other provisions of this section also apply to the assistant.

23. The manager has the following powers and duties:

(a) to administer the affairs of the city under the authority of the executive committee;

(b) to exercise, as mandatar of the executive committee, authority over heads of departments, with the exception of the clerk and the auditor;

(c) to ensure liaison between the executive committee and the heads of departments and supervise the work of the departments;

(d) to transmit to the executive committee the correspondence addressed to it by the departments of the city and accompany it with his recommendations;

(e) to attend the meetings of the executive committee and to take part in the proceedings, but without the right to vote;

(f) to enter his own conclusions, if he deems it expedient, in the record of any affair submitted to the executive committee or to the council;

g) assister aux réunions du conseil et lui donner toutes les informations et les avis que le conseil lui demande;

h) faire rapport au conseil de toute question qu'il croit devoir porter à la connaissance du conseil;

i) avoir accès à tous les dossiers de la ville;

j) obliger tout fonctionnaire ou employé de la ville à lui fournir toutes les informations et tous les documents qu'il lui aura demandés;

k) donner aux conseillers toutes les informations qu'ils lui demandent;

l) assurer la réalisation des plans et des programmes de la ville sous l'autorité du comité exécutif;

m) faire préparer des plans et des programmes en vue de la réparation et de l'entretien des bâtisses et des installations de la ville, sous l'autorité du comité exécutif;

n) faire préparer des plans et des programmes en vue d'améliorer le fonctionnement et le rendement des services de la ville et d'en assurer le développement normal;

o) obtenir, étudier et présenter au comité exécutif, et même au conseil, s'il le juge à propos, les projets préparés par les chefs de services, sur des matières qui requièrent l'approbation du comité exécutif ou celle du conseil, et proposer au comité exécutif ou au conseil de prendre, dans le cadre de leur juridiction respective, toute décision qu'il juge de l'intérêt de la ville;

p) coordonner les estimations budgétaires des divers services et les présenter au comité exécutif et, s'il le juge à propos, faire au comité exécutif ou même au conseil toute recommandation qu'il juge nécessaire;

q) assurer l'efficacité des services de la ville;

r) surveiller les dépenses en collaboration avec le trésorier et s'assurer que l'argent de la ville est employé conformément aux affectations que comportent le budget, les règlements et les résolutions;

s) présenter sans retard au comité exécutif la liste des comptes à payer;

t) être membre de droit de l'Office du personnel de la ville;

(g) to attend the meetings of the council and give it all the information and opinions which the council requests;

(h) report to the council on any question which he thinks must be brought to the attention of the council;

(i) to have access to all the records of the city;

(j) to require any functionary or employee of the city to furnish to him all the information and all the documents which he has requested;

(k) to give to the councillors all the information which they ask of him;

(l) to ensure the implementation of the plans and programmes of the city under the authority of the executive committee;

(m) to cause plans and programmes to be prepared for the repair and maintenance of the buildings and equipment of the city, under the authority of the executive committee;

(n) to cause plans and programmes to be prepared for the improvement of the output and efficiency of the departments of the city and to ensure the normal development thereof;

(o) to obtain, study and present to the executive committee, and even to the council if he deems it expedient, the projects prepared by the heads of departments, on matters which require the approval of the executive committee or of the council, and propose that the executive committee or the council take, within the scope of their respective jurisdictions, any decision which he considers in the interest of the city;

(p) to coordinate the budgetary estimates of the various departments and present them to the executive committee and, if he deems it expedient, make to the executive committee or even to the council any recommendation which he considers necessary;

(q) to ensure the efficiency of the departments of the city;

(r) to supervise expenses in cooperation with the treasurer and assure himself that the money of the city is employed in accordance with the appropriations specified in the budget, the by-laws and the resolutions;

(s) to present without delay to the executive committee the list of accounts payable;

(t) to be member *ex officio* of the Personnel Bureau of the city;

u) ouvrir en présence des membres du comité exécutif et des soumissionnaires les soumissions reçues pour les travaux et recommander l'acceptation de celle qu'il estime la meilleure.

24. La Loi des cités et villes est modifiée pour la ville par l'insertion, après le paragraphe 1^od, du suivant:

« 1^oe Pour obliger toute personne, société ou corporation voulant faire le déménagement d'un immeuble par une rue située dans les limites de son territoire à obtenir un permis préalable et à soumettre l'octroi de celui-ci au dépôt de toute somme estimée juste et équitable pour faire face aux dommages à être possiblement subis aux rues et aux objets de la ville. La ville peut retenir à même ce dépôt le montant des dommages ainsi subis et ne remettre que le résidu au déposant, s'il y a lieu, ou exiger un supplément selon le cas.»

25. L'article 429 de ladite loi est modifié pour la ville par l'insertion, après le paragraphe 1^o, du suivant:

« 1^oa Concernant l'ouverture des entrées charrières, en prescrire le nombre et la largeur et en prohiber l'ouverture sur certains boulevards ou places publiques. ».

26. La signification d'une sommation pour une contravention à un règlement relatif à la circulation et au stationnement est légalement faite en l'adressant par la poste à l'adresse donnée au Bureau des véhicules automobiles par le propriétaire du véhicule avec lequel la contravention a été commise.

27. L'article 689 de la Loi des cités et villes est remplacé pour la ville par les suivants:

« **689.** Tout mandat d'emprisonnement émis par la Cour municipale, après condamnation, peut être exécuté dans tout district judiciaire de la province par le shérif, par un huissier du district dans lequel se trouve la personne qui doit être arrêtée ou par un constable ou agent de la paix.

« **689a.** Tout emprisonnement imposé par la cour municipale ou un juge municipal en vertu de la présente loi, d'une autre

(u) to open in the presence of the members of the executive committee and of the tenderers the tenders received for work and recommend acceptance of the tender he considers the best.

24. The Cities and Towns Act is amended for the city by inserting after paragraph 1d the following:

“(1e) To compel every person, partnership or corporation wishing to move an immovable through a street situated within the limits of its territory to obtain a prior permit and to make the granting of the permit subject to the deposit of any sum deemed fair and equitable to meet the damage which might be sustained by the streets and objects of the city. The city may retain out of such deposit the amount of the damage so sustained and remit only the balance to the depositor, if need be, or require a supplement as the case may be.”

25. Section 429 of the said act is amended for the city by inserting after paragraph 1 the following:

“(1a) Respecting the opening of carriage entrances, to prescribe the number and width thereof and prohibit such openings on certain boulevards or public squares.”

26. The service of a summons for violation of a traffic and parking by-law shall be legally made by mailing it to the address given to the Motor Vehicle Bureau by the owner of the vehicle with which the violation has been committed.

27. Section 689 of the Cities and Towns Act is replaced for the city by the following:

“**689.** Every warrant for imprisonment issued by the Municipal Court, after conviction, may be executed in any judicial district of the province by the sheriff, by a bailiff of the district in which the person to be arrested is found or by a constable or peace officer.

“**689a.** Every imprisonment imposed by the municipal court or a municipal judge under this act, another act or a by-law,

loi ou d'un règlement, a lieu dans la prison commune du district où le mandat d'emprisonnement est exécuté. ».

28. La ville peut faire des règlements pour décréter que, dans le cas de contravention aux règlements relatifs à la circulation et à la sécurité publique, tout agent de police ou constable ou, dans le cas de contravention aux règlements relatifs au stationnement, toute personne dont les services sont retenus par la ville à cette fin peut remplir, sur les lieux mêmes de l'infraction, un billet d'assignation qui en indique la nature, remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent de ce véhicule une copie de ce billet et en apporter l'original au département de police de la corporation.

Les dispositions du premier alinéa n'empêchent pas la personne autorisée, si elle le juge à propos, de porter une plainte et de faire émettre une sommation suivant la loi, sans délivrer ce billet d'assignation.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle en se présentant au bureau du trésorier et en payant, à titre d'amende, la somme fixée par le règlement, laquelle ne doit pas excéder cinq dollars. Le paiement de l'amende et le reçu donné par la personne désignée par le conseil libèrent le contrevenant de toute autre peine relativement à cette infraction.

Après ce paiement, le contrevenant doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction.

Si la somme indiquée sur un billet de contravention n'est pas payée dans le délai stipulé, la ville peut envoyer par la poste à l'adresse donnée par le contrevenant lors de la commission de l'infraction, ou à l'adresse donnée par lui au Bureau des véhicules automobiles, un avis préliminaire de poursuite, qui lui permet de se libérer par le paiement, dans le délai imparti, du montant de l'amende et d'une somme pour les frais de deux dollars ou d'un autre montant que le conseil peut déterminer.

Pour l'émission d'un bref de sommation pour une contravention à la circulation, le dépôt d'une plainte n'est pas requis et le

shall be in the common gaol of the district where the warrant for imprisonment is executed.".

28. The city may make by-laws to enact that in cases of violation of the by-laws relating to traffic and public safety, any police officer or constable or, in cases of violation of the by-laws respecting parking, every person whose services are retained by the city for such purpose may fill out, on the very spot of such infraction, a notice of summons stating the nature of the infraction, and deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the police department of the corporation.

The provisions of the first paragraph shall not prevent the authorized person, if he deems it expedient, from lodging a complaint or causing the issue of a summons according to law without filling out such notice of summons.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the treasurer's office and by paying as a fine the sum fixed by the by-law which shall not exceed five dollars. The payment of the fine and the receipt given by the person appointed by the council shall free the offender from any other penalty in connection with such infraction.

Following payment, the offender shall be considered as having been found guilty of the violation.

If the amount indicated on the infraction ticket is not paid within the prescribed delay, the city may send by mail to the address given by the offender when the violation was committed, or to the address given by him to the Motor Vehicle Bureau, a preliminary notice of proceedings which shall enable him to free himself through payment, within the prescribed delay, of the amount of the fine and a sum of two dollars or of such other amount as the council may determine for costs.

With respect to the issue of a writ of summons for a traffic violation, the filing of a complaint is not required and the writ

bref peut être émis sur information transmise de la manière déterminée par l'avocat en chef et approuvée par le comité exécutif.

Si le contrevenant qui a reçu un billet d'assignation ou une sommation ne se prévaut pas des dispositions de paiement libératoire, les procédures sont continuées et il doit comparaître à la cour, à la date indiquée. S'il ne le fait pas, il peut être condamné par le juge ou par le greffier pour l'infraction décrite au billet d'assignation ou à la sommation, sans qu'il soit nécessaire de faire preuve de l'infraction, de la signature de l'agent ou de sa nomination.

Au cas de récidive, le paiement d'un billet d'assignation ou d'une sommation portant le même nom de contrevenant et le même numéro d'immatriculation du véhicule fait preuve *prima facie* de la condamnation antérieure de l'inculpé, sans qu'il soit nécessaire d'en établir l'identité.

Le contrevenant poursuivi par voie de sommation ne peut, en aucun cas, invoquer qu'il n'a pas reçu un billet de contravention ou un avis préliminaire de poursuite.

Si la personne en possession du billet d'assignation refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai spécifié, la personne autorisée peut porter contre elle une plainte conformément à la loi.

29. L'article 474 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant :

« 4° La ville peut faire des règlements pour aider à la construction, aux réparations, à l'entretien de tout chemin conduisant à la ville, et des ponts sous la direction du gouvernement fédéral ou provincial ou de la corporation d'une autre municipalité. ».

30. La vente des immeubles grevés de taxes a lieu conformément à la présente loi et les dispositions de la Loi des cités et villes et de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) ne s'appliquent que pour les cas non prévus par la présente loi.

31. Le greffier doit vendre ou faire vendre, chaque année, au bureau du conseil ou à tout autre endroit fixé par le conseil, le

may be issued on information supplied in the manner determined by the chief attorney and approved by the executive committee.

If the offender who has received a notice of summons or a summons does not avail himself of the provisions governing full payment, proceedings shall be continued and he shall appear in court on the date mentioned. If he does not appear, the judge or the clerk may condemn him for the violation described in the summons or in the notice of summons and it shall not be necessary to prove the violation or the officer's signature or his appointment.

In the case of a second violation, the payment on a notice of summons or a summons bearing the name of the same offender and the same vehicle licence number shall constitute *prima facie* evidence of the previous condemnation of the offender without it being necessary to prove his identity.

The offender being prosecuted by way of summons cannot in any case allege that he did not receive an infraction ticket or a preliminary notice of proceedings.

If the person in possession of the notice of summons refuses or neglects to comply therewith within the specified delay, the authorized person may lodge a complaint against him in accordance with the law.

29. Section 474 of the Cities and Towns Act is amended for the city by replacing paragraph 4 by the following :

"(4) The city may make by-laws to aid in the construction, repair and maintenance of any road leading to the city, and of bridges under the direction of the federal or provincial government or of the corporation of another municipality."

30. Immoveables encumbered with taxes shall be sold in accordance with this act and the Cities and Towns Act and the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235) shall apply only for cases not provided for by this act.

31. The clerk shall sell or cause to be sold, each year, at the council office or any other place fixed by the council, on the

deuxième jeudi de mai, à dix heures du matin, les immeubles endettés pour taxes ou redevances municipales ou scolaires et exigibles depuis une année au moins.

32. Durant le mois de janvier de chaque année, le trésorier, le secrétaire-trésorier de la commission scolaire de Outaouais-Hull et le secrétaire-trésorier des syndicats des écoles dissidentes doivent préparer une liste et un tableau indiquant:

a) la désignation, telle que décrite au rôle d'évaluation, ou autre description sommaire de tous les immeubles situés dans la municipalité, en raison desquels il est dû des taxes ou autres redevances municipales ou scolaires, échues et exigibles depuis au moins un an, avec les noms des propriétaires tels qu'indiqués au rôle d'évaluation; si le terrain appartient à un propriétaire, et si les bâtiments et autres améliorations appartiennent à un autre propriétaire, l'avis devra mentionner les noms de ces deux propriétaires, et la vente de ces immeubles se fera sur ces deux propriétaires;

b) en regard de la description de ces immeubles, le montant des redevances dues et échues dont ils sont grevés.

Ces listes doivent être remises au greffier au plus tard le 1^{er} février de chaque année.

33. Cette liste est accompagnée d'un avis public qui est affiché aux portes de l'Hôtel de ville durant le mois de mars annonçant que ces immeubles doivent être vendus à l'enchère publique, au lieu où le conseil tient ses séances, ou à tout autre endroit fixé par le conseil, le deuxième jeudi de mai suivant, à dix heures du matin, à défaut de paiement des taxes et des redevances municipales et scolaires auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

34. Le conseil, la commission scolaire de Outaouais-Hull ou les syndicats des écoles dissidentes peuvent respectivement, par résolution, en tout temps avant la vente, empêcher la vente de ceux de ces immeubles qu'ils jugent à propos, dans l'intérêt de la ville, de distraire de cette vente.

second Thursday in May, at ten o'clock in the morning, the immovables on which the debt for municipal or school taxes or dues has been payable for at least one year.

32. During the month of January each year, the treasurer, the secretary-treasurer of the Outaouais-Hull school board and the secretary-treasurer of the trustees of the dissentient schools must prepare a list and table indicating:

(a) the designation, as described in the valuation roll, or other summary description of all the immovables situated in the municipality, on which taxes or other municipal or school dues, have been due and exigible for at least one year, with the names of the owners indicated on the valuation roll; if the lot belongs to one owner, and the buildings and other improvements belong to another, the notice must mention the names of such two owners, and the sale of such immovables shall be made against both proprietors;

(b) opposite the description of such immovables, the amount of the rates due and exigible affecting them.

Such lists must be remitted to the clerk not later than 1 February each year.

33. Such list is accompanied with a public notice which shall be posted up at the doors of the city hall during the month of March announcing that such immovables shall be sold at public auction, at the place where the council holds its sittings, or any other place fixed by the council, on the second Thursday of May following at ten o'clock in the morning, in default of the payment of the municipal and school taxes and dues affecting them and the costs incurred.

34. The council, the Outaouais - Hull school board or the trustees of the dissentient schools may respectively, by resolution, at any time before the sale, prevent the sale of any of such immovables as it may deem advisable, in the interest of the city, to withdraw from such sale.

35. Le greffier, entre le 1^{er} et le 15 mars de chaque année, doit donner un avis public en la manière ordinaire, du jour, de l'heure et du lieu où doit se faire la vente.

Cet avis, ainsi que les copies de ceux qui seront affichés, doit être accompagné d'une copie de la liste des immeubles à être ainsi vendus, ainsi que le montant des taxes et redevances municipales et scolaires, suivant le cas, et des frais dus sur chaque immeuble respectivement.

Le greffier fait publier les avis et les listes deux fois dans la *Gazette officielle du Québec* dans le mois d'avril précédant la vente, en distinguant toutefois les sommes dues pour redevances municipales des sommes dues pour redevances scolaires et des frais respectivement.

36. Le greffier est tenu, tant pour la ville que pour la commission scolaire de Outaouais-Hull et pour les syndicats des écoles dissidentes, de donner, durant le cours du mois de février, un avis spécial à chaque personne dont la propriété doit être vendue et dont le nom apparaît au rôle d'évaluation alors en vigueur, par lettre recommandée mise au bureau de poste à l'adresse de cette personne. Si le nom du propriétaire ou de l'occupant de cet immeuble n'apparaît pas au bureau d'enregistrement, l'avis donné à celui dont le nom apparaît au rôle d'évaluation suffit.

37. Si le débiteur ou le propriétaire dont le nom apparaît au rôle d'évaluation n'a pas de domicile connu au Québec, alors et dans ce cas, la formalité de l'avis n'est pas nécessaire. Si le nom du débiteur ou du propriétaire en tel cas n'apparaît pas au bureau d'enregistrement, aucun avis n'est nécessaire.

38. Si l'entrée du numéro cadastral ou d'enregistrement n'indique pas le propriétaire et que le titre de la propriété ne paraît pas suffisamment clair pour faire connaître ce propriétaire, la signification de l'avis au propriétaire en dernier lieu cotisé, s'il réside dans la ville, est bonne et valable et, s'il est absent, aucun avis n'est requis. Si l'immeuble cotisé est inscrit au rôle de cotisation comme faisant partie d'une suc-

35. Between 1 and 15 March each year the clerk shall give public notice in the usual manner, of the day, time and place where the sale is to be made.

The notice, and the copies to be posted up, must be accompanied with a copy of the list of the immovables to be so sold, and the amount of municipal and school taxes and dues, as the case may be, and the costs payable for each immovable.

The clerk shall publish the notices and lists twice in the *Gazette officielle du Québec* in the month of April preceding the sale, though specifying what amounts are payable for municipal dues and those for school dues and the costs, respectively.

36. The clerk, both for the city and for the school board of Outaouais-Hull and the dissentient school trustees, shall give, during the month of February, a special notice to every person whose property is to be sold and whose name is listed on the valuation roll then in force, by registered letter mailed to the address of that person. If the name of the proprietor or occupant of that immovable is not listed in the registry office, the notice sent to the person whose name is listed on the valuation roll shall be sufficient.

37. If the debtor or proprietor whose name is listed on the valuation roll has no known domicile in the Province, the formality of the notice is not necessary, though only in that specific case. If the name of the debtor or proprietor in such case is not listed in the registry office, no notice is necessary.

38. If the entry of the cadastral or registration number does not specify the name of the proprietor and the title to the property does not seem sufficiently clear to indicate that proprietor, the service of the notice on the proprietor who has been the last to be assessed therefor, if he resides in the city, shall be good and valid and, if he is absent, no notice is required. If the immovable assessed is entered on the assessment roll

cession ou comme appartenant à des copropriétaires, l'avis signifié à un des héritiers ou représentants de la succession ou à un des copropriétaires suffit.

Une personne qui n'a ni domicile ni place d'affaires dans la ville est réputée absente au sens de la présente loi.

39. Au temps indiqué pour la vente, le greffier ou quelque autre personne agissant en son nom vend séparément au plus haut et dernier enchérisseur les immeubles décrits dans la liste sur lesquels des taxes ou redevances municipales ou scolaires sont encore dues, après avoir fait connaître le montant qui doit être prélevé sur chacun d'eux, y compris les frais encourus pour cette vente.

Les frais d'annonce et de publication sont répartis également sur chaque immeuble annoncé ou vendu.

40. Quiconque offre alors de payer le prix le plus élevé et est le dernier enchérisseur devient l'acquéreur de l'immeuble mis à l'enchère; cet immeuble lui est immédiatement adjugé par le greffier ou toute autre personne qui fait la vente.

L'acquéreur est tenu de payer immédiatement après l'adjudication le montant du prix d'achat.

A défaut de paiement immédiat, le greffier ou la personne faisant la vente remet immédiatement l'immeuble à l'enchère ou ajourne la vente à huit jours, en donnant avis de cet ajournement à toutes les personnes présentes, à haute et intelligible voix.

41. Sur paiement par l'adjudicataire du montant de son acquisition, il est saisi de la propriété de l'immeuble à lui adjugé et il a le droit d'en prendre possession, sous réserve du retrait qui peut en être fait dans les deux ans qui suivent le jour de l'adjudication.

Durant ce temps, il ne peut faire aucun changement de nature à détériorer la propriété vendue.

42. Si le propriétaire ou l'occupant de la propriété vendue pour défaut du paiement de taxes refuse d'en livrer la posses-

as a part of an estate or as owned by joint owners, the notice served on any of the heirs or representatives of the estate or on any of the joint owners shall be sufficient.

Every person who has neither his domicile or place of business in the city is deemed to be absent within the meaning of this act.

39. At the time indicated for the sale, the clerk or any other person acting on his behalf shall sell separately and to the highest and last bidder the immoveables described in the list on which municipal or school taxes or dues are still payable, after having made known the amount to be levied on each of such immoveables, including the costs incurred for the sale.

The costs of advertising and publication shall be apportioned equally on each immoveable advertised or sold.

40. Whoever then offers to pay the highest price and is the last bidder shall become the acquirer of the immoveable put up for auction; the immoveable shall be immediately adjudged to him by the clerk or any other person making the sale.

The acquirer is bound to pay immediately after adjudication the purchase price.

In default of immediate payment, the clerk or the person making the sale shall immediately put the immoveable up for auction again or adjourn the sale for eight days and give notice of the adjournment to every person present in a loud and clear voice.

41. The purchasing party, upon payment for his acquisition, shall be vested with the property of the immoveable adjudged to him and has the right to take possession thereof, subject to the right of redemption that may be exercised within two years from the day of adjudication.

During that time he shall make no alteration that might deteriorate the property sold.

42. If the proprietor or occupant of the property sold for default of payment of taxes refuses to give possession thereof to the

sion à l'acquéreur, ce dernier a le droit d'obtenir un bref de possession de la Cour supérieure ou d'un juge en chambre, en suivant les mêmes formalités que pour un bref de possession ordinaire. La demande doit en être faite au greffier avant la présentation de la requête à la Cour ou au juge et le greffier donne un certificat en conséquence.

Le bref de possession est adressé au shérif qui agit comme dans les cas ordinaires.

43. Le propriétaire des immeubles vendus ou toute personne peut les retraire, mais seulement au nom et pour le bénéfice de la personne qui en était propriétaire lors de la vente, laquelle reprend ses droits.

Le retrait peut être exercé dans les deux ans à compter du jour de la vente, en versant entre les mains du greffier le montant payable par l'adjudicataire, avec l'intérêt à dix pour cent par an, ou partie d'année, une fraction d'année étant calculée proportionnellement au temps écoulé depuis la date de l'adjudication sur le prix d'adjudication, et en payant à l'adjudicataire le coût des dépenses nécessaires faites pour conserver l'immeuble.

44. Si, après la vente d'un immeuble, il reste de l'argent sur le prix d'adjudication, les taxes et redevances municipales et scolaires étant payées, ainsi que les frais, le surplus est déposé par le greffier dans la caisse de la ville pour être ultérieurement remis au propriétaire de l'immeuble vendu, sur sa demande, mais sans intérêt.

Le surplus d'argent, s'il en reste, n'est remis au propriétaire de l'immeuble vendu qu'après l'expiration de quinze jours à compter du jour de la vente, si cet argent n'a pas été arrêté par voie de saisie ou autrement entre les mains de la ville.

45. Si, dans les deux ans à compter de l'adjudication, l'immeuble adjugé n'est pas retrait, l'acheteur en demeure propriétaire irrévocable; et sur le paiement de toutes taxes municipales et scolaires dues et payables dans l'intervalle sur cette propriété, cet acheteur, à l'expiration de deux ans,

acquiescer, the latter is entitled to obtain a writ of possession from the Superior Court or any judge in chambers, following the same formalities as for an ordinary writ of possession. The application must be made to the clerk before the motion is presented to the court or judge and the clerk shall deliver a certificate therefor.

The writ of possession shall be addressed to the sheriff who shall proceed in the ordinary manner.

43. The proprietor of the immoveables sold or any person may redeem them, but only in the name and for the benefit of the person who was the owner thereof at the time of the sale, who shall be reinstated in his rights.

The redemption may be effected within two years from the date of the sale, by paying into the hands of the clerk the amount payable by the purchasing party, with interest at ten per cent per year or part of a year, such fraction being calculated proportionately to the time elapsed since the date of the adjudication on the purchase price, and by paying to the purchasing party the cost of the amount necessarily expended to preserve the immoveable.

44. If, after the sale of an immoveable, any money remains from the purchase price after municipal and school taxes and dues have been paid, as well as the costs, the surplus is deposited by the clerk in the city treasury to be handed over later to the owner of the immoveable sold, upon his request, but without interest.

The surplus, if any, shall not be handed over to the owner of the immoveable sold before fifteen days after the day of the sale, provided that amount has not been stopped by means of seizure or otherwise while in the hands of the city.

45. If, within two years after the adjudication, the immoveable adjudicated is not redeemed, the purchaser shall remain the irrevocable owner thereof; and, upon payment of all the municipal and school taxes due and payable in the meantime on that property, the purchaser, on the expiry of

a droit à un acte de vente de cet immeuble de la part de la ville.

46. L'acte de vente est exécuté au nom de la ville; il est signé par le maire et le greffier.

Le coût de l'acte et celui de son enregistrement sont payés par l'acheteur au greffier, avant l'exécution de cet acte que le greffier est tenu de faire enregistrer.

47. Cette vente a le même effet qu'une vente faite par autorité de justice.

Elle transfère à l'adjudicataire tous les droits du propriétaire primitif et purge l'immeuble de tout privilège et hypothèque dont il peut être grevé, excepté le droit aux taxes spéciales non échues imposées sur l'immeuble, le droit aux rentes foncières constituées, les droits seigneuriaux et rentes qui leur sont substituées, les taxes ou cotisations scolaires, et aussi le droit des syndics pour le montant de toute cotisation imposée sur cet immeuble pour défrayer les dépenses de constructions ou de réparations d'église, sacristie, presbytère ou cimetière. Mais les arrérages de rentes et les taxes et cotisations échues avant la vente sont purgés par la vente, à moins qu'il ne soit produit au bureau du conseil, au moins huit jours avant la vente, un état certifié de ces arrérages, taxes ou cotisations.

L'enregistrement de l'acte de vente opère la radiation de l'enregistrement des privilèges et des hypothèques enregistrés sur l'immeuble, et qui sont éteints par la vente.

48. La ville, la commission scolaire de Outaouais-Hull et les syndics des écoles dissidentes peuvent enchérir sur ces immeubles et en devenir les acquéreurs, par l'entremise du maire ou d'une autre personne munie d'une autorisation du conseil, de la commission scolaire ou des syndics, sans être tenus de payer immédiatement le montant de l'adjudication.

Aucun employé de la ville, de la commission scolaire ou des syndics, soit directement, soit indirectement, ne peut mettre d'enchère sur ces immeubles, ni en devenir l'adjudicataire; au cas contraire, l'enchère

two years, is entitled to a deed of sale of that immovable, from the city.

46. The deed of sale shall be executed in the name of the city and signed by the mayor and the clerk.

The cost of the deed and of registration thereof shall be paid by the purchaser to the clerk before the execution of the deed, which the clerk is bound to have registered.

47. Such sale shall have the same effect as a judicial sale.

It shall transfer to the purchaser all the rights of the original owner and free the immovable from every privilege and hypothec that might encumber it, except the claim for special taxes not yet due imposed on the immovable, the claim for constituted ground rents, seigniorial rights and rents substituted therefor, school taxes or assessments, and the sums due trustees for any assessment imposed on that immovable to pay for the expenses of construction or repairs to churches, vestries, rectories or cemeteries. But arrears of rent as well as taxes and assessments due before the sale are extinguished by the sale, unless a certified statement of these arrears, taxes or assessments is produced at the council office at least eight days before the sale.

The registration of the deed of sale shall entail the striking out of the registration of the privileges and hypothecs registered against the immovable which are extinguished by the sale.

48. The city, the Outaouais - Hull school board and the dissentient school trustees may bid on the immovables and become the acquirers thereof, through the mayor or any other person having an authorization of the council, the school board or the trustees, without having to pay immediately the amount of the adjudication.

No employee of the city, the school board or the trustees may bid directly or indirectly on such immovables or become the purchaser thereof; in every case to the contrary the bid and adjudication shall be void and

ou l'adjudication est nulle et l'employé perd le montant qu'il a payé.

49. L'action pour faire annuler une vente d'immeuble faite en vertu des dispositions de la présente loi ou le droit d'en invoquer l'illégalité se prescrit par six mois à compter de la date de l'adjudication.

50. Si un immeuble décrit dans la liste publiée en vertu des dispositions de la présente loi est annoncé pour être vendu par le shérif, le greffier ne peut vendre ce terrain.

51. Les pouvoirs conférés au maire ou au greffier et les devoirs qui leur incombent en vertu de la présente loi pour la perception des taxes municipales leur sont accordés, conférés et imposés, en ce qui concerne la perception des taxes scolaires et autres attributions, sous réserve des droits conférés par toute autre loi aux commissaires d'écoles ou aux syndics des écoles dissidentes de percevoir, par d'autres moyens, les taxes soumises à leur contrôle.

52. Les dispositions relatives à la vente des immeubles pour taxes et redevances municipales et au rachat de ces immeubles s'appliquent aux ventes faites pour toutes taxes et autres redevances scolaires et au rachat de ces immeubles.

53. La ville peut emprunter diverses sommes d'argent pour payer des dettes, faire des améliorations, en affecter une partie à des travaux permanents dans la ville et généralement, pour tous objets de sa compétence; et, à ces fins, elle peut émettre des obligations jusqu'à un montant n'excédant pas un quart de la valeur des immeubles imposables situés dans ses limites actuelles ou futures, valeur établie de temps à autre par les rôles d'évaluation de la ville alors en vigueur.

Cependant, les propriétés temporairement exemptes de taxes par règlement de la ville ne sont pas considérées comme propriétés non imposables pour les fins du présent article.

Le conseil ne doit pas cependant ordonner l'émission de telles obligations sans en

the employee shall forfeit the amount he has paid.

49. The action to vacate a sale of an immovable made under the provisions of this act, or the right to set up the illegality thereof is prescribed by six months from the date of the adjudication.

50. If an immovable described in the list published under this act is advertised to be sold by the sheriff, the clerk shall not sell that lot.

51. The powers granted the mayor or the clerk and the duties which fall to them under this act for the collection of municipal taxes, are granted, given or devolved on them, as regards the collection of school taxes and other powers, subject to the rights granted by any other act to the school commissioners or dissentient school trustees to collect, by other means, the taxes under their control.

52. The provisions respecting the sale of immovables for municipal taxes and dues and for the redemption of those immovables apply to the sales made for all school taxes and other dues and for the redemption of those immovables.

53. The city may borrow various sums of money to pay debts and make improvements, and use part of that money for permanent works of the city and generally for all purposes within its jurisdiction; and, to that end, it may issue bonds to an amount not exceeding one quarter of the value of the taxable immovables situated within its present or future limits, such value being determined from time to time by the valuation rolls of the city then in force.

However, the properties temporarily exempt from taxes under a by-law of the city shall not be regarded as non-taxable properties for the purposes of this section.

However, the council shall not order the issue of such bonds without having pre-

avoir préalablement obtenu l'autorisation par un règlement approuvé par les électeurs propriétaires d'immeubles, de la façon prescrite par la présente loi.

54. Les deniers provenant d'un emprunt contracté, par émission d'obligations ou autrement, par toute municipalité constituée en corporation par une loi spéciale ou en vertu d'une loi générale, doivent être exclusivement appliqués aux fins auxquelles ils sont destinés, pourvu toutefois que, s'ils excèdent le montant requis pour ces fins, l'excédant puisse être appliqué à d'autres fins spécifiées dans un règlement subséquent du conseil approuvé de la même manière que le règlement autorisant cet emprunt.

Cependant, si l'excédant ne dépasse pas quinze mille dollars, il peut être appliqué à d'autres fins spéciales spécifiées dans un règlement subséquent du conseil, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais sans qu'il soit nécessaire de le soumettre au vote des électeurs propriétaires de biens-fonds.

55. Le conseil doit prévoir, dans le budget qu'il adopte à chaque année, un fonds de réserve de pas moins de deux pour cent sur le revenu brut de l'année précédente, fonds qui doit servir exclusivement à faire face aux dépenses imprévues.

56. Le comité exécutif ne peut pas dépenser au-delà du montant total du budget annuel adopté par le conseil, sauf s'il est modifié par ce dernier; mais il peut, en tout temps, modifier l'emploi des sommes allouées entre chaque activité et sous-activité à l'intérieur de chaque fonction. Le conseil peut modifier l'emploi des sommes allouées d'une fonction à une autre.

57. Nulle résolution du comité exécutif autorisant la dépense de quelques sommes d'argent ne peut être adoptée ou n'a d'effet tant qu'un certificat du trésorier n'a pas été produit établissant qu'il y a des fonds disponibles et à la disposition de la ville pour le service et les fins pour lesquels cette dépense est proposée, conformément aux dispositions de la présente loi.

viously obtained authorization to do so by a by-law approved by the electors who are owners of immoveables in the manner prescribed in this act.

54. The proceeds from a loan contracted, by an issue of bonds or otherwise, by any municipality incorporated by a special act or a general law, shall be used exclusively for the purposes for which they were intended, provided however that, if they exceed the amount required therefor, the balance may be used for other purposes specified in a subsequent by-law of the council approved in the same manner as the by-law authorizing the loan.

However, if the excess is not greater than fifteen thousand dollars, it may be applied to other special purposes specified in a subsequent by-law of the council, approved by the Lieutenant-Governor in Council, but without necessity to submit it to the vote of the electors who are owners of immoveables.

55. The council shall provide, in the budget it adopts each year, for a reserve fund of not less than two per cent on the gross revenue of the previous year, which fund shall be used exclusively to meet unforeseen expenses.

56. The executive committee shall not spend more than the total amount of the annual budget adopted by council, unless it is altered by the latter; but it may at any time change the use of the sums apportioned among the various activities and sub-activities within each department. The council may change the use of the sums appropriated from one department to another.

57. No resolution of the executive committee to authorize the spending of any sum of money may be adopted or shall be effective as long as a certificate of the treasurer has not been given to state that there are unallotted funds at the disposal of the city for the department and purposes for which the expenditure is intended, in conformity with this act.

Aucun contrat ni arrangement quelconque ne lie la ville à moins qu'il n'ait été approuvé par le comité exécutif et par le conseil municipal ou par l'un ou l'autre, suivant le cas.

La ville n'est pas responsable du prix ou de la valeur de travaux faits, matériaux fournis, marchandises ou effets vendus de quelque sorte que ce soit, ni d'honoraires pour services professionnels, salaires, gages ou autre rémunération, sans l'autorisation spéciale du comité exécutif, ni à moins, dans chaque cas, qu'un certificat du trésorier ne soit produit, établissant qu'il y a des fonds disponibles et affectés aux fins spéciales pour lesquelles le paiement est demandé; et aucun droit d'action n'existe contre la ville, à moins que les formalités ci-dessus n'aient été strictement observées, bien que la ville puisse avoir bénéficié de tel contrat, arrangement, travaux faits, matériaux fournis et autres services rendus.

58. Tout membre du conseil et du comité exécutif qui approuve la dépense d'une somme d'argent au-delà des montants ainsi affectés et des sommes à la disposition du comité exécutif ou de tout comité, en vertu des articles précédents, est par le fait même déchu de son droit de siéger comme membre du conseil et ne peut être réélu à la charge de maire ou d'échevin, pendant une période de deux ans, à partir de ce moment.

Le comité exécutif peut néanmoins, dans le cas de nécessité urgente, soit pour rencontrer une obligation judiciaire ou pour autres causes imprévues et incontrôlables, se procurer les fonds nécessaires pour rencontrer telle obligation, par les moyens qu'il juge à propos.

Nonobstant toute loi à ce contraire, aucun jugement rendu contre la ville comportant seulement une condamnation pécuniaire n'est exécutoire avant l'expiration de trente jours après la date du jugement.

59. Le conseil peut suspendre et révoquer tous permis accordés en vertu d'une des dispositions de la présente loi, pour cause de violation de quelque règlement en vertu duquel le permis est émis de la part de la personne ou de la corporation qui a obtenu ce permis.

No contract or agreement shall be binding on the city unless it has been approved by the executive committee and the municipal council or by one or the other as the case may be.

The city shall not be bound to pay the price or value of work performed, material supplied, or merchandise or goods sold, or fees for professional services, salaries, wages or any other remuneration, without a special authorization of the executive committee and unless, in each case, a certificate of the treasurer is given to certify that there are funds available and appropriated for the special purposes for which payment is demanded; and no legal recourse shall lie against the city, unless the above formalities have been strictly complied with and although the city might have benefited by such contract, agreement, work performed, material supplied or any other service rendered.

58. Every member of the council and of the executive committee who authorizes the spending of a sum of money greater than the amounts affected therefor and the sums at the disposal of the executive or any other committee, under the preceding sections, shall lose *ipso facto* his right to sit as member of the council and may not be re-elected to the office of mayor or alderman for a period of two years from that time.

However the executive committee may, in case of urgency, either to meet a legal obligation or for any other unforeseen and uncontrollable cause, procure the necessary amount to meet that obligation, by the means it deems proper.

Notwithstanding any law to the contrary, no judgment rendered against the city and entailing only a pecuniary penalty shall become executory before thirty days after the date of the judgment.

59. The council may suspend or cancel any permit granted under any provision of this act, if any by-law under which the permit is issued is infringed by the person or corporation having been granted that permit.

60. Tout avis spécial qui doit être donné en vertu de la présente loi à quelque personne peut être signifié à sa résidence ou à sa place d'affaires dans la ville; si la personne n'a ni résidence ni place d'affaires dans la ville, l'avis peut lui être signifié par la poste, par lettre enregistrée adressée à l'endroit qu'elle habite; les personnes qui n'ont pas leur résidence ou place d'affaires dans la ville et qui n'ont pas transmis leur adresse au greffier n'ont pas droit à cet avis.

61. Le conseil peut, par règlement, prélever et percevoir une taxe spéciale sur toutes personnes et compagnies exploitant un système de communication par fils ainsi que sur toutes personnes et compagnies exploitant un gazoduc et vendant le gaz et l'électricité.

62. Le conseil peut imposer et prélever, par règlement, une taxe, appelée « taxe d'affaires », sur tous commerces, établissements financiers ou commerciaux, sur les lieux occupés comme maisons d'entrepôt ou d'emmagasinage, sur les occupations, arts, professions ou moyens de profit ou d'existence, exercés ou exploités par une personne ou des personnes, dans la ville, pourvu que cette taxe n'excède pas dix pour cent de la valeur annuelle des lieux dans lesquels ces commerces, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions ou moyens de profit ou d'existence sont respectivement exercés ou exploités; et toutes personnes, compagnies et corporations exerçant ou exploitant ces commerces, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions ou moyens de profit ou d'existence sont directement responsables du paiement de cette taxe.

63. Le conseil peut imposer et prélever, par règlement, une taxe, appelée « taxe d'affaires », sur toutes les manufactures exploitées par une personne ou des personnes, compagnie ou corporation, dans la ville, pourvu que cette taxe n'excède pas dix pour cent de la valeur annuelle des lieux dans lesquels ces manufactures sont exploitées et toute personne, compagnie et corporation exerçant le commerce de manufacturier est directement responsable du paiement de cette taxe.

60. Every special notice to be given under this act to any person may be served at his residence or place of business in the city; if that person has neither residence nor place of business in the city, the notice may be served on him by mail, by registered letter addressed to the place where he lives; a person having neither residence nor place of business in the city who has not given his address to the clerk is not entitled to such notice.

61. The council may, by by-law, levy and collect a special tax on every person and company operating a wire communications system as well as on every person and company operating a gas pipeline and selling gas and electricity.

62. The council may impose and levy, by by-law, a tax called "business tax" on every business, financial or commercial establishment, premises used as warehouses or storerooms, on occupations, arts, professions or means of profit or livelihood exercised or operated by one or more persons in the city, provided the tax does not exceed ten per cent of the annual value of the premises where those business, financial or commercial establishments, occupations, arts, professions or means of profit or livelihood are exercised or operated respectively; and every person, company and corporation exercising or operating those businesses, financial or commercial establishments, occupations, arts, professions or means of profit or livelihood shall be directly responsible for the payment of that tax.

63. The council may impose and levy, by by-law, a tax called "business tax" on every manufacture operated by one or more persons, a company or a corporation, in the city, provided the tax does not exceed ten per cent of the annual value of the premises where such manufacture is operated, and every person, company or corporation operating as a manufacturer shall be directly responsible for the payment of that tax.

Le mot « manufacture » comprend tout établissement où l'on transforme les matières premières en effets de commerce; et le mot « manufacturier » comprend toute personne exploitant tel établissement.

64. Il est loisible au conseil dans l'imposition de la taxe mentionnée à l'article 74 de varier le taux de la taxe sur toute ou aucune des diverses classes de personnes soumises à cette taxe.

65. Toute licence accordée en vertu de la présente loi doit être signée par le trésorier et confère au détenteur le droit d'exercer sont art, métier, commerce ou industrie pour le temps fixé dans la licence.

66. Au cas où quelque taxe est imposée sur les membres d'une société ou compagnie de marchands en raison des affaires de cette société ou compagnie, cette taxe peut être réclamée et recouvrée en la manière prescrite pour le recouvrement des taxes imposées par le conseil, soit de tel associé, soit de la société ou de la compagnie dont il est l'associé.

67. Toute taxe, cotisation ou licence imposée par tout règlement en vertu de la présente loi, dans le cas où une personne y est assujettie, et dont le nom n'apparaît pas sur le rôle d'évaluation alors en vigueur, peut être relevée, si elle n'est payée sur demande, sur tous effets et articles trouvés en la possession de telle personne dans la ville, par un constable au moyen d'un mandat de saisie signé par le maire.

68. Le greffier et l'assistant-greffier ont les mêmes pouvoirs qu'un juge de paix et peuvent procéder à l'assermentation et recevoir des plaidoyers de non culpabilité.

69. En l'absence du juge municipal, le greffier peut ajourner la cour à tout jour juridique ultérieur.

70. Il n'est pas nécessaire d'apposer des timbres légaux aux assignations, brefs, mandats ou autres documents faits par la cour municipale.

The word "manufacture" comprises every establishment in which raw material is transformed into articles of trade, and the word "manufacturer" comprises every person who operates such an establishment.

64. The council, in imposing the tax mentioned in section 74, may change the rate of the tax on all or any of the various classes of persons subject to the tax.

65. Every licence granted under this act shall be signed by the treasurer and give the bearer the right to carry on his art, trade, business or industry for the period fixed in the licence.

66. In the case of any tax imposed on the partners of a firm or company of merchants by reason of the business of that firm or company, the tax may be claimed and recovered in the manner prescribed for the recovery of taxes imposed by the council either from that partner, or from the firm or company of which he is a partner.

67. Every tax, assessment or licence imposed by any by-law under this act may, when a person is liable thereto and his name does not appear on the valuation roll then in force, be levied, if not paid on demand, on all the effects and goods found in the possession of that person in the city, by a constable by means of a distress warrant signed by the mayor.

68. The clerk and the assistant clerk shall have the same powers as a justice of the peace and may take oaths and hear pleas of not guilty.

69. In the absence of the municipal judge, the clerk may adjourn the court to any later juridical day.

70. It shall not be necessary to affix any law stamp to any summons, writ, warrant or other document issued by the Municipal Court.

71. Toute dénonciation ou plainte pour violation de quelque règlement du conseil de la ville doit être faite et portée dans les cent vingt jours qui suivent la commission de l'infraction.

72. Le conseil, dans les cas de plusieurs infractions à une même disposition d'un des règlements mentionnés au deuxième alinéa, commises par une même personne dans une période de douze mois, peut imposer une amende n'excédant pas les limites ci-après indiquées:

a) pour une deuxième infraction, au moins cent dollars et au plus cinq cents dollars;

b) pour toute infraction subséquente, au moins cinq cents dollars et au plus mille dollars.

Les règlements visés sont ceux qui se rapportent au zonage, à la construction, aux permis de construction, les licences, taxe d'affaires et taxe d'amusement.

73. Toute personne qui moleste ou empêche, ou tente d'empêcher ou de molester tout officier du conseil ou constable, dans l'exercice de quelqu'un des devoirs à lui conférés ou imposés par cette loi, ou par un règlement ou ordre du conseil, encourt une pénalité de pas plus de cent dollars, et est sujette à la même peine, sur condamnation, par plainte ou autrement, que celle imposée par la loi à toute autre personne pour assaut sur un constable dans l'exécution des devoirs de sa charge.

74. Toute personne qui, à dessein, déchire, endommage ou efface une annonce, avis ou autre document, que la présente loi, un règlement ou un ordre du conseil ordonne d'afficher à un endroit public pour l'information des personnes intéressées, encourt une peine de pas plus de cent dollars pour telle offense, et, à défaut de paiement immédiat de cette amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trente jours.

75. 1. La ville est autorisée à acquérir, à construire ou à aider à construire des immeubles dans son territoire pour l'établissement et l'exploitation d'un centre de congrès; à ces fins, elle peut, sans autre appro-

71. Every information or complaint for infringement of any by-law of the city council shall be laid and brought within one hundred and twenty days after the infringement.

72. The council, in the case of several infringements of the same provision of one of the by-laws mentioned in the second paragraph, committed by the same person within a period of twelve months, may impose a fine not exceeding the following limits:

(a) for a second offence, not less than one hundred dollars nor more than five hundred dollars;

(b) for every subsequent offence, not less than five hundred dollars nor more than one thousand dollars.

The by-laws concerned are those respecting zoning, construction, building permits, licences, business tax and amusement tax.

73. Every person hindering or preventing, or attempting to hinder or prevent any officer of the council or constable in the performance of any of the duties conferred or imposed upon him by this act, or by any by-law or order of the council, is liable to a penalty of not more than one hundred dollars and is subject to the same penalty, on conviction, by complaint or otherwise, as that imposed by law on every other person for assault on a constable in the discharge of his duties.

74. Every person who wilfully tears down, injures or defaces any advertisement, notice or other document required by this act, any by-law or order of the council to be posted up in a public place, for the information of the persons interested, is liable to a penalty of not more than one hundred dollars for that offence and, in default of immediate payment of the fine and costs, to imprisonment not exceeding thirty days.

75. (1) The city is authorized to acquire, construct or assist in the construction of immoveables in its territory for the establishment and operation of a convention centre; for such purposes, it may, without other ap-

mission et à lui adjoindre, par résolution également, les personnes dont les services peuvent lui être nécessaires pour s'acquitter de ses devoirs.

Le conseil peut mettre à la disposition de la commission les sommes d'argent dont elle a besoin pour l'accomplissement de ses devoirs.

4. Avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, la ville peut conclure une entente avec toute personne, société commerciale ou corporation pour l'acquisition ou la location d'une superficie approximative de quatre acres de terrain dans Place du centre consistant en des jardins intérieurs, des jardins extérieurs ainsi que des places publiques.

Les termes de l'entente ne doivent pas constituer pour la ville des engagements plus onéreux que ceux décrits dans la résolution 73-325 adoptée par le conseil le 10 juillet 1973, telle que modifiée par la résolution 74-77 adoptée par le conseil le 22 février 1974.

76. Le conseil peut, à même les revenus prévus au budget, créer un fonds de réserve pour l'enlèvement de la neige jusqu'à concurrence de \$500,000, les montants annuels à être prélevés pour cette fin ne devant pas dépasser \$50,000.

Le conseil peut, à même les revenus prévus au budget, créer un fonds de réserve jusqu'à concurrence de \$500,000 pour fins d'auto-assurance pour la municipalité, les montants annuels à être prélevés ne devant pas dépasser la somme de \$200,000.

77. La ville est autorisée à emprunter une somme de cinq cent trente-cinq mille dollars pour payer les dépenses suivantes:

a) vingt-huit mille quatre cents dollars pour réparations et reconstructions urgentes à l'usine électrique;

b) vingt et un mille deux cent cinquante dollars, afin de rembourser les emprunts faits à la Banque Provinciale du Canada, au même montant et qui étaient nécessaires pour terminer un égout collecteur autorisé par la « Loi du chômage » et achevé après la date fixée pour ces travaux;

commission and to appoint to it, also by resolution, any person whose services it may need to carry out its duties.

The council may place at the disposal of the commission such sums of money as it requires for the performance of its duties.

(4) With the approval of the Québec Municipal Commission, the city may make an agreement with any person, commercial partnership or corporation for the acquisition or lease of an area of approximately four acres of land at *Place du Centre* consisting of inner gardens, outer gardens and public squares.

The terms of the agreement must not constitute, for the city, undertakings more onerous than those described in resolution 73-325 adopted by council on 10 July 1973, as amended by resolution 74-77 adopted by council on 22 February 1974.

76. The council may establish, out of the revenues provided for in the budget, a reserve fund of not more than \$500,000 for snow removal, the annual amounts to be taken for that purpose not to exceed \$50,000.

The council may establish, out of the revenues provided for in the budget, a reserve fund of not more than \$500,000 for the purposes of automobile insurance for the municipality, the annual amounts to be taken therefrom not to exceed \$200,000.

77. The city is authorized to borrow an amount of five hundred and thirty-five thousand dollars to pay for the following expenses:

(a) twenty-eight thousand four hundred dollars for urgent repairs and reconstruction on the power plant;

(b) twenty-one thousand two hundred and fifty dollars to repay the loans from the Provincial Bank of Canada, for that amount and that was necessary to finish a main sewer authorized by the "Unemployment Act" and finished after the date fixed for those works;

c) cent onze mille cinq cents dollars pour la part de la ville dans les secours directs aux contribuables dans le besoin, jusqu'au 1^{er} mai 1934, suivant les estimations faites;

d) quinze mille dollars afin de payer la part de la ville dans les dépenses faites pour le retour à la terre;

e) trente-sept mille quatre cents dollars afin de payer un emprunt fait en 1931 pour le pavage des rues Montclair et St-Rédempteur, lequel pavage avait été autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

f) onze mille quatre cent cinquante dollars pour frais légaux du présent emprunt, impression des obligations et perte prévue dans le prix des obligations à être vendues conformément à la présente loi;

g) trois cent dix mille dollars pour les affaires courantes de la ville et consolidation de la dette flottante, en attendant la perception des arrérages de taxes dues à la ville.

L'emprunt de deux cent vingt-cinq mille dollars qui sera contracté pour payer les sommes mentionnées aux paragraphes a à f, est remboursable dans un délai n'excédant pas trente ans, et celui qui sera contracté pour payer la somme de trois cent dix mille dollars mentionnée au paragraphe g est remboursable dans un délai de cinq ans, et les règlements les autorisant doivent être adoptés conformément à la loi, sauf qu'il n'est pas nécessaire de soumettre ces règlements au vote des électeurs propriétaires.

Au fur et à mesure que la ville percevra les arrérages de taxes municipales dues pour l'année 1932/1933 et les années antérieures, elle devra déposer au moins la moitié des sommes ainsi perçues, ou toute proportion déterminée par la Commission municipale du Québec, dans un compte spécial au nom de la ville et de la Commission municipale du Québec, à une banque choisie par le conseil, afin de pourvoir au paiement de ces bons ou obligations, à leur échéance.

Le règlement ordonnant l'emprunt de cette somme de trois cent dix mille dollars doit pourvoir à l'imposition d'une taxe spéciale sur tous les biens-fonds imposables, à un taux suffisant pour payer les bons ou obligation qui seront émis en vertu de ce

(c) one hundred eleven thousand five hundred dollars for the city's share of direct welfare for ratepayers in need, to 1 May 1934, in accordance with the estimates:

(d) fifteen thousand dollars to pay the share of the city of expenses for return to the farm;

(e) thirty-seven thousand four hundred dollars to repay a loan contracted in 1931 for the paving of Montclair and Saint-Redempteur streets, the paving having been authorized by the Lieutenant-Governor in Council;

(f) eleven thousand four hundred and fifty dollars for the legal costs of this loan, the printing of the bonds and the losses estimated in the price of the bonds to be sold in accordance with this act;

(g) three hundred and ten thousand dollars for the current affairs of the city and to consolidate the floating debt pending the collection of the tax arrears payable to the city.

The borrowing of two hundred and twenty five thousand dollars to be contracted to pay for the sums mentioned in paragraphs a to f shall be repayable within a delay not exceeding thirty years, and the borrowing contracted to pay the sum of three hundred and ten thousand dollars mentioned in paragraph g shall be repayable within a delay of five years, and the by-laws to authorize the loans shall be made in accordance with the law, except that it shall not be necessary to submit those by-laws to the vote of the electors who are proprietors.

As and when the city collects the arrears for municipal taxes due for the fiscal year 1932/1933 and previous years, it shall deposit at least one-half of the sums so collected, or any proportion thereof determined by the Québec Municipal Commission, in a special account in the name of the city and of the Québec Municipal Commission, in a bank chosen by the council, in order to provide for the payment of those bonds or obligations at maturity.

The by-law ordering the borrowing of such sum of three hundred and ten thousand dollars shall provide for the imposing of a special tax on all taxable immoveable property, at a rate sufficient to pay for the bonds or obligations to be issued under that by-

règlement, au cas où les sommes versées par la ville au compte spécial pour le rachat de ces bons ou obligations ne seraient pas suffisantes pour payer en entier ces bons ou obligations.

78. L'autorisation de vendre et de disposer du lot 317, quartier IV de la ville de Hull, tel que contenue dans une convention en date du 29 septembre 1960 entre la ville de Hull et les exécuteurs testamentaires de Josaphat Pharand et portant le numéro 14,064 des minutes du notaire J. Ludovic Blain est ratifiée et confirmée.

79. Nonobstant toute loi à ce contraire, la ville est autorisée à verser, à même ses fonds généraux, une pension pour le bénéfice de son greffier H. Léon Leblanc.

Cette pension, après quarante années au service de la ville, sera égale aux deux tiers du salaire qui lui sera payé lors de sa dernière année de service. Cette pension sera inassignable et insaisissable et sera payable semi-mensuellement à compter de son départ sa vie durant de la même façon que le traitement des employés municipaux.

80. Le contrat passé le 7 août 1911 entre la ville et la communauté des Révérendes Sœurs de la Providence, devant le notaire F.-A. Labelle, sous le numéro treize mille six cent soixante-quatorze de son répertoire, est ratifié et confirmé.

81. Le contrat concernant le transport interurbain passé le 4 octobre 1954 entre la ville et la Ottawa Transportation Commission et la Corporation de la Cité d'Ottawa, devant le notaire Lambert Gibeault, sous le numéro dix de son répertoire, est ratifié et confirmé.

82. Le contrat concernant la distribution du gaz passé le 28 novembre 1956 entre la ville et la Société Gazifère de Hull, devant le notaire Georges Lessard, sous le numéro quatre mille dix de son répertoire, est déclaré valide et légal en ce qui concerne le pouvoir du conseil de la ville d'accorder la franchise mentionnée à ce contrat et ce, sur simple résolution, sans autre formalité spéciale.

law, should the sums paid by the city into the special fund to redeem those bonds or obligations not be sufficient to pay for all those bonds or obligations.

78. The authorization to sell and dispose of lot 317, ward IV of the city of Hull, contained in an agreement made 29 September 1960 between the city of Hull and the testamentary executors of Josaphat Pharand, bearing number 14,064 of the minutes of J. Ludovic Blain, notary, is ratified and confirmed.

79. Notwithstanding any act to the contrary, the city is authorized to pay, out of its general fund, a pension to its clerk, H. Léon Leblanc.

That pension, after forty years in the employ of the city, shall be equal to two-thirds of the salary to be paid him for his last year of service. That pension shall be unassignable and unseizable and paid twice monthly from his leaving office, for life and in the same manner as the salary of municipal employees.

80. The contract made 7 August 1911 between the city and the community of the Révérendes Sœurs de la Providence, before F.A. Labelle, notary, under number thirteen thousand six hundred and seventy-four of his minutes, is ratified and confirmed.

81. The contract respecting intercity transport made 4 October 1954 between the city and the Ottawa Transportation Commission and the corporation of the city of Ottawa, before Lambert Gibeault, notary, under number ten of his minutes is ratified and confirmed.

82. The contract respecting gas distribution made 28 November 1956 between the city and the Société Gazifère de Hull, before Georges Lessard, notary, under number four thousand and ten of his minutes, is declared valid and legal as regards the powers of the city council to grant the franchise mentioned in that contract, on mere resolution without any other special formality.

83. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la ville est autorisée, en rapport avec son règlement numéro 459 concernant certaines améliorations et un emprunt au montant de \$2,181,000, adopté le 29 décembre 1947,

1. à payer totalement, à même le produit de l'emprunt remboursable par la taxe imposée sur tous les biens imposables de la municipalité en vertu de ce règlement, le coût des travaux d'égouts suivants:

a) égout de la rue Champlain	\$52,130.27
b) égout de la rue Montcalm	9,900.02
c) égout du lac Minnow et de la rue Taché	51,176.85
d) égout de la rue Wright, de St-Rédempteur à 125' à l'ouest	10,748.30
e) égout des rues Dupont et Wellington	5,214.36
f) égout de la rue St-Rédempteur, de l'Hôtel de ville à Wright	3,243.35
g) égout de la rue Kent, du numéro civique 45 Kent à la rue Laval, via Victoria	6,281.88
	<u>\$138,695.03</u>

Le montant de \$778,500 prévu à l'article 7 de ce règlement qui doit être prélevé sur les propriétés bordant les rues ou parties de rues est en conséquence réduit à \$639,804.97.

2. à payer à même le solde de \$315,348.42 provenant de la différence entre le coût prévu et le coût réel des travaux d'égouts décrétés par ce règlement:

a) un montant de \$57,000 excédant le coût prévu pour les travaux de pavage décrétés à l'article 8 de ce règlement;

b) un montant de \$51,500 excédant le coût pour les travaux décrétés à l'article 16 de ce règlement.

84. Le conseil est autorisé à annuler la répartition du coût de la construction du service d'égout de la rue Jessie (rue Amherst) imposé en vertu du règlement d'emprunt numéro 459 à Hull Concrete Products Limited et ce coût est supporté par les fonds

83. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city is authorized, as regards its by-law No. 459 respecting certain improvements and a loan of \$2,181,000, adopted 29 December 1947,

(1) to pay in full, out of the proceeds of the loan redeemable by the tax imposed on all the assessable property of the municipality under that by-law, the cost of the following sewerage works:

a. Champlain street sewer	\$52,130.27
b. Montcalm street sewer	9,900.02
c. Lake Minnow and Taché street sewer	51,176.85
d. Wright street sewer, from St-Rédempteur to 125' to the West	10,748.30
e. Dupont and Wellington streets sewer	5,214.36
f. St-Rédempteur street sewer from Hotel de Ville to Wright	3,243.35
g. Kent street sewer from civic number 45 Kent to Laval street, via Victoria	6,281.88
	<u>\$138,695.03</u>

The sum of \$778,500 contemplated by section 7 of that by-law to be levied on the properties bordering streets or parts of streets is consequently reduced to \$639,804.97.

(2) to pay out of the balance of \$315,348.42 deriving from the difference between the estimated cost and the real cost of the sewerage works ordered by by-law No. 459:

(a) a sum of \$57,000 in excess of the estimated cost of the paving works ordered by section 8 of that by-law;

(b) a sum of \$51,500 in excess of the cost of the works ordered by section 16 of such by-law.

84. The council is authorized to annul the apportionment of the cost of construction of the Jessie street (Amherst street) sewer service imposed under loan by-law 459 on Hull Concrete Products Limited, and to charge the said cost to the general fund

généraux de la ville, tant et aussi longtemps que Hull Concrete Products Limited demeure propriétaire. Advenant un changement de propriétaire, une imposition du coût de la construction du service d'égout est autorisée pendant une période de trente ans.

85. Nonobstant l'article 9 de son règlement numéro 543, la ville est autorisée à imposer, répartir et prélever sur les lots en front desquels un système d'égout sera établi en vertu de ce règlement, et selon l'étendue du front de ces lots, cette partie du coût des travaux qu'elle juge équitable d'imposer, répartir et prélever ainsi conformément au système d'imposition, de répartition et de prélèvement déjà en vigueur dans la ville pour tels travaux. Le montant à être ainsi imposé, réparti et prélevé, ne doit, en aucun cas excéder \$153,675.

L'absence de résolution ou de règlement adopté suivant la loi pour donner effet aux dispositions du premier alinéa n'est pas une cause de nullité et de l'imposition de la répartition et du prélèvement fait par la ville.

86. Sous réserve des dispositions de la présente loi, la ville est régie par la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

87. Le chapitre 52 des lois de 1893 et ses modifications sont abrogés. Cependant, ces abrogations ne portent atteinte à aucun droit acquis, aucune obligation existante, aucune procédure en cours, aucune peine encourue, ni aucun acte accompli, décidé, ordonné ou conclu ou qui doit être fait en vertu de ces lois et de leurs modifications; notamment, mais sans restreindre la portée de ce qui précède, elles ne portent pas atteinte aux règlements ou résolutions adoptés, aux décisions prises, aux ordres donnés, aux contrats conclus, aux franchises ou privilèges accordés ou à toutes autres choses faites sous l'empire de ces lois et de leurs modifications; ni aux rôles d'évaluation, de perception des taxes ou de répartition, ni aux droits et devoirs des officiers, fonctionnaires et employés de la ville, lesquels continuent d'exercer leurs fonctions tant qu'il n'en est pas décidé autrement en vertu

of the city, while and for as long as Hull Concrete Products Ltd. shall remain owner. Should a change of owner occur, taxation of the construction cost of the sewer service is authorized for a period of thirty years.

85. Notwithstanding article 9 of its by-law number 543, the city is authorized to impose, apportion and levy on lots in front of which a sewer system will be established under that by-law and according to the extent of the frontage of the said lots, that part of the cost of the work which it may deem equitable to so impose, apportion and levy, in conformity with the system of imposition, apportionment and levy already in force in the city for such work. The amount to be so imposed, apportioned and levied shall not exceed in any case \$153,675.

The absence of a resolution or by-law made in accordance with the law to give effect to the provisions of the first paragraph shall not be a cause of nullity and imposition of the apportionment and levying made by the city.

86. Subject to the provisions of this act, the city shall be governed by the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193).

87. Chapter 52 of the statutes of 1893 and its amendments are repealed. But such repeals shall not affect any right acquired, any obligation existing, any proceeding pending, any penalty incurred or any thing done, decided, ordered or concluded or which must be done under such acts and their amendments; in particular, but without restricting the scope of the foregoing, such repeals shall not affect by-laws or resolutions adopted, decisions taken, orders given, contracts made, franchises or privileges granted or any other things done under such acts and their amendments; nor shall they affect the assessment rolls, tax collection rolls or apportionment rolls, or the rights and duties of the officers, functionaries and employees of the city, who shall continue to exercise their function until it is otherwise decided under this act; nor shall they affect notes, bonds or other securities or evidences

de la présente loi; ni aux billets, obligations ou autres valeurs ou titres émis par la ville, ni aux fonds d'amortissement constitués ou à constituer. Ces droits, obligations, procédures, peines, actes et choses continuent d'être régis par les dispositions de ces lois et de leurs modifications jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, remplacés ou révoqués sous l'empire de la présente loi.

88. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE 1

Partant du point d'intersection de la ligne ouest du lot 14-1 du cadastre de la cité de Hull (quartier no 1) avec la rive nord de la rivière des Outaouais; de là, successivement, les lignes suivantes: la ligne ouest des lots 14-1 et 13-1 dudit cadastre, la dernière ligne étant prolongée jusqu'au côté nord-ouest du chemin d'Aylmer (route no 8); le côté nord-ouest dudit chemin en allant vers le sud-ouest jusqu'à un point situé à une distance de trois cent quatre-vingt-seize pieds et sept dixièmes (396.7 pi) au sud-ouest du côté ouest du chemin de la Montagne (Brickyard), distance mesurée le long du côté nord-ouest dudit chemin d'Aylmer; une ligne dans le lot 9a du rang III du cadastre du canton de Hull perpendiculaire au côté nord-ouest du chemin d'Aylmer et d'une longueur de six cent cinquante-neuf pieds et sept dixièmes (659.7 pi); en référence au cadastre du canton de Hull, une autre ligne dans le lot 9a allant vers le nord et d'une longueur de six cent dix-sept pieds et neuf dixièmes (617.9 pi), soit jusqu'à sa rencontre avec une ligne parallèle au côté ouest du chemin de la Montagne (Brickyard) dont l'extrémité nord de cette dernière ligne se situe sur la ligne sud du lot 9a-8 du rang III et à cinq cent vingt-cinq pieds et six dixièmes (525.6 pi) du côté ouest du chemin de la Montagne (Brickyard); ladite ligne parallèle sur une distance de mille cent soixante-quatorze pieds et deux dixièmes (1,174.2 pi); partie de la ligne sud du lot 9a-8 et la ligne sud des lots 9a-9, 9a-25, 9a-16, 9a-17, 10-7, 10-8, 10-9, 10-12, 10-54 et 10-53 du rang III; une ligne limitant à l'ouest les lots 10-53, 10-52, 10-91, 10-51, 10-50, 10-90, 10-49, 10-48, 10-47, 10-84

of indebtedness issued by the city; nor shall they affect existing or future sinking funds. Those rights, obligations, proceedings, penalties, acts and things shall continue to be governed by the provisions of such acts and their amendments until they are amended, replaced or repealed under this act.

88. This act shall come into force on the day of its sanction.

SCHEDULE 1

Starting at the point of intersection of the west line of lot 14-1 of the cadastre of the city of Hull (ward No. 1) with the north bank of the Ottawa river; thence, successively the following lines: the west line of lots 14-1 and 13-1 of the said cadastre, the latter line being extended to the northwest side of the Aylmer road (highway No. 8; the northwest side of the said road southwesterly to a point situated three hundred and ninety-six feet and seven-tenths (396.7 ft) southwest of the west side of de la Montagne (Brickyard) road, such distance measured along the northwest side of the said Aylmer road; a line in lot 9a of range III of the cadastre of the township of Hull, perpendicular to the northwest side of the Aylmer road and six hundred and fifty-nine and seven-tenths feet (659.7ft) long; with reference to the cadastre of the township of Hull, another line in lot 9a northerly and six hundred and seventeen and nineteen hundredths feet (617.19 ft) long, that is, to its intersection with a line parallel to the west side of de la Montagne (Brickyard) road, the north extremity of the latter line being on the south line of lot 9a-8 of range III and five hundred and twenty-five and six-tenths feet (525.6 ft) from the west side of de la Montagne (Brickyard) road; the said parallel line for a distance of one thousand one hundred and seventy-four and two-tenths feet (1,174.2 ft); part of the south line of lot 9a-8 and the south line of lots 9a-9, 9a-25, 9a-16, 9a-17, 10-7, 10-8, 10-9, 10-12, 10-54 and 10-53 of range III; a line limiting to the west lots 10-53, 10-52, 10-91, 10-51, 10-50, 10-90, 10-49, 10-48, 10-47,

et 10-18 du rang III; une ligne à travers un chemin public séparant les rangs III et IV et joignant l'extrémité nord-ouest du lot 10-18 du rang III à l'extrémité sud-ouest du lot 10c du rang IV; la ligne ouest des lots 10c et 10b du rang IV; la ligne nord des lots 10b et 9b-3 du rang IV; la ligne ouest du lot 9b-1 du rang IV et son prolongement jusqu'au côté nord-est du chemin de la Montagne; le côté nord-est du chemin de la Montagne et le côté nord-ouest du boulevard Gamelin allant vers le sud-est et le nord-est jusqu'au côté ouest du boulevard de la Cité des Jeunes; les côtés ouest et sud-ouest dudit boulevard jusqu'à la ligne sud du lot 9c du rang VI; la ligne sud des lots 9c et 10c du rang VI; la ligne ouest du lot 10c du rang VI et partie de la ligne ouest du lot 10b du rang VI jusqu'au côté sud-ouest du boulevard de la Cité des Jeunes (ancien chemin de la Mine); le côté sud-ouest dudit boulevard en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des rangs VI et VII; ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'est jusqu'au coin nord-ouest du lot 10b du rang VI; la ligne ouest du lot 10b du rang VII en allant vers le nord à travers le chemin Freeman jusqu'au côté nord dudit chemin; le côté nord du susdit chemin en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des rangs VI et VII; ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'est et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Gatineau; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite et son prolongement jusqu'à la ligne frontière Québec/Ontario dans la rivière des Outaouais; ladite ligne frontière en allant dans des directions sud et sud-est jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 14-1 du cadastre de la cité de Hull (quartier no 1); enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

ANNEXE 2

Quartier Laurier: commençant à un point situé au centre du Ruisseau de la Brasserie avec le prolongement central de la rue St-Laurent vers l'ouest, de là, se dirigeant vers

10-84 and 10-18 of range III; a line across a public road between ranges III and IV and joining the northwest extremity of lot 10-18 in range III to the southwest end of lot 10c of range IV; the west line of lots 10c and 10b of range IV; the north line of lots 10b and 9b-3 of range IV; the west line of lot 9b-1 of range IV and its extension to the northeast side of de la Montagne road; the northeast side of de la Montagne road and the northwest side of Gamelin boulevard southeasterly and northeasterly to the west side of boulevard de la Cité des jeunes; the west and southwest sides of the said boulevard to the south line of lot 9c of range VI; the south line of lots 9c and 10c of range VI; the west line of lot 10c of range VI and part of the west line of lot 10b of range VI to the southwest side of boulevard de la Cité des jeunes (former Mine road); the southwest side of the said boulevard northwesterly to the dividing line between ranges VI and VII; the said dividing line between ranges easterly to the northwest corner of lot 10b of range VI; the west line of lot 10b of range VII northerly across Freeman road to the north side of the said road; the north side of the said road easterly to the dividing line between ranges VI and VII; the said dividing line between ranges easterly and its extension to the centre line of the Gatineau river; the centre line of the said river downstream skirting on the right the islands closest to the left bank and on the left the islands closest to the right bank and its extension to the Québec/Ontario border line in the Ottawa river; the said border line southerly and southeasterly to the extension of the west line of lot 14-1 of the cadastre of the city of Hull (ward No. 1); finally, the said extension to the starting point.

SCHEDULE 2

Laurier ward: Beginning at a point situate in the centre of the Ruisseau de la Brasserie on the extension westerly of the centre of Saint-Laurent street, then northerly along

le nord en suivant le centre du Ruisseau de la Brasserie jusqu'au centre du boulevard Montclair, de là, se dirigeant vers l'ouest en suivant le centre du boulevard Montclair, jusqu'au côté ouest de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifique, de là, se dirigeant vers le nord en suivant le côté ouest de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifique jusqu'à la limite nord de la Cité de Hull, de là, dans une direction nord-est en suivant et prolongeant la ligne de division entre la Cité de Hull et le Canton de Hull, rang V, jusqu'à un point situé au centre de la rivière Gatineau, de là, dans une direction générale est, en suivant le centre de la rivière Gatineau, jusqu'à la limite interprovinciale dans la rivière Outaouais, de là, en suivant ladite ligne de division entre les provinces de Québec et de l'Ontario en remontant le courant de la rivière Outaouais dans une direction générale sud jusque dans le prolongement central est de la rue St-Laurent, de là, dans une direction ouest en suivant le prolongement et la ligne centrale de la rue St-Laurent jusqu'au centre du Ruisseau de la Brasserie jusqu'au point de départ.

Quartier Montcalm: commençant à un point situé dans la rivière Outaouais étant la limite interprovinciale avec le prolongement central sud du Ruisseau de la Brasserie, de là, dans une direction nord, en suivant le prolongement et la ligne centrale du Ruisseau de la Brasserie jusqu'au prolongement central ouest de la rue St-Laurent, de là, dans une direction est, en suivant et prolongeant le centre de la rue St-Laurent jusqu'à la ligne interprovinciale située dans la rivière Outaouais, de là, suivant la ligne de division entre les provinces de Québec et de l'Ontario dans la rivière Outaouais, en remontant le courant jusqu'au point de départ.

Quartier Tétrault: commençant à un point situé dans la rivière Outaouais étant la limite interprovinciale avec le prolongement central sud du Ruisseau de la Brasserie, de là, en suivant la ligne de division entre les provinces de Québec et de l'Ontario dans la rivière Outaouais, en remontant le courant jusqu'à un point situé avec le prolongement sud de la ligne séparative des lots 14-1, quartier 1, Cité de Hull et 8c, rang III, Canton de Hull, de là, vers

the centre of the Ruisseau de la Brasserie to the centre of boulevard Montclair, then westerly along the centre of boulevard Montclair, to the west side of the Canadian Pacific rail line, then northerly along the west side of the Canadian Pacific rail line to the north limit of the city of Hull, then northeasterly along the extension of the dividing line between the city of Hull and the township of Hull, range V, to a point situate in the centre of the Gatineau river, then generally eastward along the centre of the Gatineau river, to the interprovincial boundary in the Outaouais river, then along the said dividing line between the provinces of Québec and Ontario upstream in the Outaouais river generally southward to the easterly extension of the centre of Saint-Laurent street, then westerly along the extension of the centre line of Saint-Laurent street to the centre of the Ruisseau de la Brasserie to the point of beginning.

Montcalm ward: Beginning at a point situate in the Outaouais river on the interprovincial boundary at the southerly extension of the centre of the Ruisseau de la Brasserie, then northerly along the extension of the centre line of the Ruisseau de la Brasserie to the extension westerly of the centre of Saint-Laurent street, then easterly along and extending the centre of Saint-Laurent street to the interprovincial line in the Outaouais river, then along the dividing line between the provinces of Québec and Ontario in the Outaouais river upstream to the point of beginning.

Tétrault ward: Beginning at a point situate in the Outaouais river on the interprovincial boundary at the southerly extension of the centre of the Ruisseau de la Brasserie, then following the division line between the provinces of Québec and Ontario in the Outaouais river upstream to a point situate on the southerly extension of the dividing line between lots 14-1, ward I, city of Hull, and 8c, range III, township of Hull, then, northerly, the extension, the dividing

le nord le prolongement, la ligne séparative des lots 14-1, quartier 1 et 8c, rang III, la limite ouest du lot 13-1, quartier 1, jusqu'à sa rencontre avec la limite nord du boulevard Taché, de là, vers le sud-ouest la limite nord du boulevard Taché jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest du chemin Brickyard, de là, vers le sud-ouest la limite nord du boulevard Taché sur une distance de trois cent quatre-vingt-seize pieds et sept dixièmes (396.7 pieds), de là, vers le nord-ouest une ligne perpendiculaire audit boulevard, sur une distance de six cent cinquante-neuf pieds et sept dixièmes (659.7 pieds), de là, vers le nord-est, une distance de six cent dix-sept pieds et neuf dixièmes (617.9 pieds), de là, vers le nord une ligne parallèle au chemin Brickyard sur une distance de mille cent soixante-quatorze pieds et deux dixièmes (1,174.2 pieds), jusqu'à sa rencontre avec la limite sud du lot 9a-8, rang III, de là, vers l'ouest la limite sud des lots 9a-8, 9a-9, 9a-25, 9a-16, 9a-17, 10-7, 10-8, 10-9, 10-12, 10-54, 10-53, rang III, jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparative des lots originaires 10 et 11, rang III, de là, vers le nord ladite ligne séparative jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparative des rangs III et IV, de là, vers le nord la limite ouest des lots 10c et 10b, rang IV, jusqu'à sa rencontre avec la limite nord du lot 10b, rang IV, de là, vers l'est la limite nord des lots 10b et 9b-3, rang IV, jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest du lot 9b-1, de là, vers le nord la limite ouest du lot 9b-1, rang IV, jusqu'à sa rencontre avec la limite nord-est du chemin de la Montagne, de là, vers le sud-est et vers le nord-est, la limite nord-est et la limite nord-ouest du chemin de la Montagne jusqu'à sa rencontre avec la limite est du lot 7b, rang IV, de là, vers le sud et le sud-est en suivant l'emprise ouest de la Promenade du Lac des Fées, jusqu'au centre de la rue Laramée, de là, vers l'est en suivant le centre de la rue Laramée jusqu'au centre du boulevard St-Joseph, de là, vers le sud en suivant le centre du boulevard St-Joseph jusqu'au centre de la rue Montcalm, de là, vers le sud-est en suivant le centre de la rue Montcalm jusqu'au centre du Ruisseau de la Brasserie, de là, vers le sud en suivant le centre du Ruisseau de la Brasserie et son prolongement jusqu'au point de départ.

line between lots 14-1, ward I and 8c, range III, the west limit of lot 13-1, ward 1, to where it meets the north limit of boulevard Taché, then, southwesterly, the north limit of boulevard Taché to where it meets the west limit of Brickyard road, then, southwesterly, the north limit of boulevard Taché, a distance of three hundred and ninety-six feet and seven tenths (396.7 feet), then, northwesterly, a line perpendicular to the said boulevard, a distance of six hundred and fifty-nine feet and seven tenths (659.7 feet), then, northeasterly, a distance of six hundred and seventeen feet and nine tenths (617.9 feet), then, northerly, a line parallel to Brickyard road, a distance of one thousand one hundred and seventy-four feet and two tenths (1,174.2 feet), to where it meets the south limit of lot 9a-8, range III, then, westerly, the south limit of lots 9a-8, 9a-9, 9a-25, 9a-16, 9a-17, 10-7, 10-8, 10-9, 10-12, 10-54, 10-53, range III, to where it meets the dividing line between original lots 10 and 11, range III, then, northerly, the said dividing line to where it meets the dividing line between ranges III and IV, then, northerly, the west limit of lots 10c and 10b, range IV, to where it meets the north limit of lot 10b, range IV, then, easterly, the north limit of lots 10b and 9b-3, range IV, to where it meets the west limit of lot 9b-1, then, northerly, the west limit of lot 9b-1, range IV, to where it meets the northeast limit of Brickyard road, then, southeasterly and northeasterly, the northeast limit and the northwest limit of Brickyard road to where it meets the east limit of lot 7b, range IV, then, southerly and southeasterly along the west right of way of the Promenade du Lac des Fées, to the centre of Laramée street, then, easterly along the centre of Laramée street to the centre of boulevard Saint-Joseph, then southerly along the centre of boulevard Saint-Joseph to the centre of Montcalm street, then, southeasterly along the centre of Montcalm street to the centre of the Ruisseau de la Brasserie, then, southerly along the centre of the Ruisseau de la Brasserie and its extension to the point of beginning.

Quartier Wright: commençant à un point situé au centre du Ruisseau de la Brasserie et de la rue Montcalm, de là, vers une direction nord-ouest en suivant le centre de la rue Montcalm jusqu'au centre du boulevard St-Joseph, de là, vers une direction nord en suivant le centre du boulevard St-Joseph jusqu'au centre de la rue Laramée, de là, vers une direction ouest en suivant le centre de la rue Laramée, jusqu'à l'emprise ouest de la Promenade du Lac des Fées, de là, vers une direction nord-ouest en suivant l'emprise ouest de la Promenade du Lac des Fées jusqu'au centre de la rue Marguerite-Bourgeois, de là, vers une direction est en suivant le centre de la rue Marguerite-Bourgeois jusqu'au centre de la rue Emond, de là, vers une direction nord en suivant le centre de la rue Emond jusqu'au centre du boulevard Montclair, de là, vers une direction est en suivant le centre du boulevard Montclair jusqu'au centre du boulevard Moussette, de là, vers une direction sud en suivant le centre du boulevard Moussette jusqu'au centre de la rue Jeanne d'Arc, de là, vers une direction est en suivant le centre de la rue Jeanne d'Arc jusqu'au centre du boulevard St-Joseph, de là, vers une direction nord en suivant le centre du boulevard St-Joseph jusqu'au centre du boulevard Montclair, de là, vers une direction est en suivant le centre du boulevard Montclair jusqu'au centre du Ruisseau de la Brasserie, de là, vers une direction sud en suivant le centre du Ruisseau de la Brasserie jusqu'au centre de la rue Montcalm point de départ.

Quartier Lafontaine: commençant à un point situé au centre du boulevard Montclair dans la prolongation ouest des voies du chemin de fer du Canadien Pacifique, de là, se dirigeant vers l'ouest en suivant le centre du boulevard Montclair jusqu'au centre du boulevard St-Joseph, de là, se dirigeant vers le sud en suivant le centre du boulevard St-Joseph jusqu'au centre de la rue Jeanne d'Arc, de là, se dirigeant vers l'ouest en suivant le centre de la rue Jeanne d'Arc jusqu'au centre du boulevard Moussette, de là, se dirigeant vers le nord en suivant le centre du boulevard Moussette jusqu'au centre du boulevard Montclair, de là, se dirigeant vers l'ouest en suivant le centre du boulevard Montclair jusqu'au cen-

Wright ward: Beginning at a point situate at the centre of the Ruisseau de la Brasserie and Montcalm street, then, northwesterly along the centre of Montcalm street to the centre of boulevard Saint-Joseph, then, northerly along the centre of boulevard Saint-Joseph to the centre of Laramée street, then westerly, along the centre of Laramée street, to the west right of way of the Promenade du Lac des Fées, then, northwesterly along the west right of way of the Promenade du Lac des Fées to the centre of Marguerite-Bourgeois street, then, easterly along the centre of Marguerite-Bourgeois street to the centre of Emond street, then, northerly along the centre of Emond street to the centre of boulevard Montclair, then, easterly along the centre of boulevard Montclair to the centre of boulevard Moussette, then, southerly along the centre of boulevard Moussette to the centre of Jeanne d'Arc street, then, easterly along the centre of Jeanne d'Arc street to the centre of boulevard Saint-Joseph, then, northerly along the centre of boulevard Saint-Joseph to the centre of boulevard Montclair, then easterly along the centre of boulevard Montclair to the centre of the Ruisseau de la Brasserie, then southerly along the centre of the Ruisseau de la Brasserie to the centre of Montcalm street, the point of beginning.

Lafontaine ward: Beginning at a point situate at the centre of boulevard Montclair on the west extension of the Canadian Pacific rail lines, then westerly along the centre of boulevard Montclair to the centre of boulevard Saint-Joseph, then southerly along the centre of boulevard Saint-Joseph to the centre of Jeanne d'Arc street, then westerly along the centre of Jeanne d'Arc street to the centre of boulevard Moussette, then northerly along the centre of boulevard Moussette to the centre of boulevard Montclair, then westerly along the centre of boulevard Montclair to the centre of Emond street, then southerly along the centre of Emond street to the centre of Marguerite-Bourgeois street, then westerly along the

tre de la rue Emond, de là, se dirigeant vers le sud en suivant le centre de la rue Emond jusqu'au centre de la rue Marguerite-Bourgeois, de là, se dirigeant vers l'ouest en suivant le centre de la rue Marguerite-Bourgeois et son prolongement jusqu'à l'emprise ouest de la Promenade du Lac des Fées, de là, se dirigeant vers le nord en suivant l'emprise ouest de la Promenade du Lac des Fées et du boulevard de la Cité des Jeunes jusqu'au prolongement nord de la rue St-Raymond, de là, se dirigeant vers l'est en suivant la ligne nord de la rue St-Raymond jusqu'au centre du boulevard St-Joseph, de là, se dirigeant vers le nord-ouest en suivant le centre du boulevard St-Joseph jusqu'au centre du chemin Leamy, de là, se dirigeant vers le nord-est en suivant le centre du chemin Leamy jusqu'au côté ouest de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifique, de là, se dirigeant vers le sud en suivant le côté ouest de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifique jusqu'au point de départ.

Quartier Dollard: commençant à un point situé au centre de la rue Isabelle et l'emprise nord de la rue St-Raymond, de là, vers une direction ouest en suivant l'emprise nord de la rue St-Raymond jusqu'à l'emprise sud-ouest du boulevard de la Cité des Jeunes, de là, vers une direction générale nord-ouest en suivant l'emprise sud-ouest du boulevard de la Cité des Jeunes jusqu'à la limite nord du rang VI, Canton de Hull, de là, vers une direction est en suivant le centre du boulevard Mont-Bleu jusqu'au centre du boulevard Riel, de là, vers une direction sud-est en suivant le centre du boulevard Riel, jusqu'au centre de la rue Isabelle, de là, vers une direction sud en suivant le centre de la rue Isabelle jusqu'au point de départ.

Quartier Vanier: commençant à un point situé au centre de la rue Isabelle et l'emprise nord de la rue St-Raymond, de là, vers une direction nord en suivant le centre de la rue Isabelle jusqu'au centre du boulevard Riel, de là, vers une direction nord-ouest en suivant le centre du boulevard Riel jusqu'au centre du boulevard Mont-Bleu, de là, vers une direction est en suivant le centre du boulevard Mont-Bleu et son prolongement jusqu'à l'emprise ouest de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifi-

centre of Marguerite-Bourgeois street and its extension to the west right of way of the Promenade du Lac des Fées, then northerly along the west right of way of the Promenade du Lac des Fées and of the boulevard de la Cité des Jeunes to the north extension of Saint-Raymond street, then easterly along the north line of Saint-Raymond street to the centre of boulevard Saint-Joseph, then northwesterly along the centre of boulevard Saint-Joseph to the centre of Leamy road, then northeasterly along the centre of Leamy road to the west side of the Canadian Pacific rail line, then, southerly along the west side of the Canadian Pacific rail line to the point of beginning.

Dollard ward: Beginning at a point situate at the centre of Isabelle street and the north right of way of Saint-Raymond street, then westerly along the north right of way of Saint-Raymond street to the southwest right of way of the boulevard de la Cité des Jeunes, then generally northwestward along the southwest right of way of the boulevard de la Cité des Jeunes to the north limit of range VI, Township of Hull, then easterly along the centre of boulevard Mont-Bleu to the centre of boulevard Riel, then southeasterly along the centre of boulevard Riel to the centre of Isabelle street, then southerly along the centre of Isabelle street to the point of beginning.

Vanier ward: Beginning at a point situate at the centre of Isabelle street and the north right of way of Saint-Raymond street, then northerly along the centre of Isabelle street to the centre of boulevard Riel, then northwesterly along the centre of boulevard Riel to the centre of boulevard Mont-Bleu, then easterly along the centre of boulevard Mont-Bleu and its extension to the west right of way of the Canadian Pacific rail line, then southeasterly and northeasterly along the northeast and northwest right of way of

que, de là, vers une direction sud-est et nord-est en suivant l'emprise nord-est et nord-ouest de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifique jusqu'au centre de la rivière Gatineau, de là, vers une direction sud-est en suivant le centre de la rivière Gatineau jusqu'au prolongement vers le nord-est de la ligne de division entre la Cité de Hull et le Canton de Hull, rang V, de là, vers une direction sud-ouest dans la prolongation et en suivant la ligne de division entre la Cité de Hull et le Canton de Hull, rang V jusqu'au centre du boulevard St-Joseph, de là, vers une direction sud-est en suivant le centre du boulevard St-Joseph jusqu'à l'emprise nord de la rue St-Raymond, de là, vers une direction ouest en suivant l'emprise nord de la rue St-Raymond jusqu'au point de départ.

Quartier Mont-Bleu: commençant à un point situé au centre de la rivière Outaouais et l'emprise nord-ouest de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifique, de là, vers une direction sud-ouest et nord-ouest en suivant l'emprise nord-ouest et nord-est de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifique jusqu'au prolongement vers l'est du centre du boulevard Mont-Bleu, de là, vers une direction ouest en suivant le centre et son prolongement du boulevard Mont-Bleu puis continuant toujours vers l'ouest en suivant le rang V et le rang VI du Canton de Hull jusqu'à la limite ouest du lot 10c, rang VI, Canton de Hull, de là, vers une direction nord en suivant les limites ouest des lots 10c et 10b, rang VI, Canton de Hull jusqu'à l'emprise sud-ouest du boulevard de la Cité des Jeunes, de là, vers une direction nord-ouest en suivant l'emprise sud-ouest du boulevard de la Cité des Jeunes jusqu'à la limite nord du rang VI, de là, vers une direction est en suivant la limite des rangs VI et VII et son prolongement jusqu'au centre de la rivière Gatineau, de là, vers une direction sud-est et sud en suivant le centre de la rivière Gatineau jusqu'au point de départ.

the Canadian Pacific rail line to the centre of the Gatineau River, then southeasterly along the centre of the Gatineau river, then southeasterly along the centre of the Gatineau river to the extension northeasterly of the dividing line between the city of Hull and the township of Hull, range V, then southwesterly along the extension and the dividing line between the city of Hull and the township of Hull, range V, to the centre of boulevard Saint-Joseph, then southeasterly along the centre of boulevard Saint-Joseph, then southeasterly along the centre of boulevard Saint-Joseph to the north right of way of Saint-Raymond street, then westerly along the north right of way of Saint-Raymond street to the point of beginning.

Mont-Bleu ward: Beginning at a point situate in the centre of the Outaouais river and the northwest right of way of the Canadian Pacific rail line, then southwesterly and northwesterly along the northwest and northeast right of way of the Canadian Pacific rail line to the extension easterly of the centre of boulevard Mont-Bleu, then westerly along the centre and the extension of the centre of boulevard Mont-Bleu, and further westerly along range V and range VI of the township of Hull to the west limit of lot 10c, range VI, township of Hull, then northerly along the west limits of lots 10c and 10b, range VI, township of Hull, to the southwest right of way of the boulevard de la Cité des Jeunes, then northwesterly along the southwest right of way of the boulevard de la Cité des Jeunes to the north limit of range VI, then, easterly along the limit of ranges VI and VII and the extension of that limit to the centre of the Gatineau river, then southeasterly and easterly along the centre of the Gatineau river to the point of beginning.